

CAPITALISME D'ETAT ET
RAPPORTS DE PRODUCTION DANS
LA FORMATION SOCIALE SOVIETIQUE
ESSAI CRITIQUE DU TRAVAIL DE
CHARLES BETTELHEIM

Par

Paul Bergeron

Thèse présentée à l'Ecole des Etudes Supérieures de l'Université
d'Ottawa, pour satisfaire aux exigences de la maîtrise en
sociologie.

Ottawa, Ontario

1986

UMI Number: EC55550

INFORMATION TO USERS

The quality of this reproduction is dependent upon the quality of the copy submitted. Broken or indistinct print, colored or poor quality illustrations and photographs, print bleed-through, substandard margins, and improper alignment can adversely affect reproduction.

In the unlikely event that the author did not send a complete manuscript and there are missing pages, these will be noted. Also, if unauthorized copyright material had to be removed, a note will indicate the deletion.

UMI[®]

UMI Microform EC55550
Copyright 2011 by ProQuest LLC
All rights reserved. This microform edition is protected against
unauthorized copying under Title 17, United States Code.

ProQuest LLC
789 East Eisenhower Parkway
P.O. Box 1346
Ann Arbor, MI 48106-1346

REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier M. Richard Poulin et M. Raymundo DeAndrade pour la direction et les conseils qu'ils m'ont procurés dans la rédaction de cette thèse. Les explications, les ressources et le temps qu'ils ont mis à ma disposition resteront toujours une dette de reconnaissance de ma part envers eux.

Egalement, je désire remercier mon épouse Diane sans laquelle ce projet n'aurait pas vu le jour; c'est par sa compréhension, son appui et sa patience que j'ai pu me rendre à terme.

TABLE DES MATIERES

	PAGES
INTRODUCTION.....	1
PREMIER CHAPITRE: PERSPECTIVE THEORIQUE ET METHODOLOGIE.....	8
1.1 Problématique et cadre théorique.....	8
1.2 Méthodologie.....	12
DEUXIEME CHAPITRE: MODES DE PRODUCTION, CHAMPS D'ACTION ET	
TRANSITION.....	18
2.1 Le Capitalisme.....	19
2.2 Le Socialisme.....	23
2.3 Plan versus Marché.....	33
2.4 Inconsistances de Bettelheim sur la période transitoire....	42
TROISIEME CHAPITRE: LES RAPPORTS DE PRODUCTION.....	58
3.1 L'axe primaire; les rapports de production.....	58
3.2 Généralité et définition des rapports de production.....	61
3.3 La faiblesse théorique de Bettelheim.....	63
3.4 Les rapports de propriété et la question juridique.....	69
QUATRIEME CHAPITRE: LES ENTREPRISES D'ETAT.....	75
4.1 L'entreprise comme appareil capitaliste.....	75
4.2 Conjoncture différentielle et degré de séparation.....	79

	PAGES
4.3 Organisation, contrôle politique et objectifs planifiés....	83
CINQUIEME CHAPITRE: SALARIAT, PLUS-VALUE ET SURTRAVAIL.....	93
5.1 Le mode de production.....	94
5.2 Le problème du déterminisme économique.....	97
5.3 La force de travail comme marchandise.....	101
5.4 Création ou existence de la plus-value.....	105
SIXIEME CHAPITRE: LES RAPPORTS DE REPARTITION.....	109
6.1 Le plan: outil de direction économique.....	109
6.2 L'impact et l'essentiel des réformes de "65".....	115
6.3 Le profit comme critère?.....	118
SEPTIEME CHAPITRE: LES RAPPORTS MARCHANDS.....	121
7.1 Fétichisme de la marchandise.....	121
7.2 Calcul monétaire et catégories marchandes.....	122
7.3 Prix et loi de la valeur.....	129
HUITIEME CHAPITRE: LE CONCEPT DE "CAPITALISME D'ETAT".....	134
8.1 Validité et variation du concept.....	134
8.2 Les erreurs clés dans le concept.....	138
CONCLUSION.....	143
BIBLIOGRAPHIE.....	152

INTRODUCTION

SUJET:

ENJEUX ET INTERETS:

Plusieurs perspectives sociologiques de la société soviétique font état de sa nature, de sa dynamique et de ses contradictions. Ces perspectives tentent d'expliquer la genèse des structures et les configurations institutionnelles spécifiques qui définissent les cadres dans lesquels cette société évolue et change.

L'U.R.S.S. se proclame le premier pays où la révolution a accompli sa besogne initiale; c'est-à-dire renverser l'ordre établi et le remplacer par la "volonté populaire" de la majorité. Rétrospectivement, et d'une façon historique, comment devons-nous qualifier ou interpréter le régime politico-économique de l'Union Soviétique? Est-ce un véritable socialisme, comme le soutient le Parti Communiste de l'U.R.S.S.? Représente-t-il une société en transition - toujours en attente de la révolution mondiale comme l'affirment les adeptes de Trotsky et de la Quatrième Internationale? Ou retrouve-t-on dans cette formation sociale les traits d'un capitalisme d'Etat, position défendue par des auteurs tels que T. Cliff, A. Bordiga et plus récemment Charles Bettelheim.

Diverses approches sont possibles pour tenter de résoudre ce problème. De prime abord, nous devons rejeter toutes les études uniquement descriptives vu la carence explicative au niveau de l'analyse qui les caractérisent.

L'approche soviétique d'analyse et d'identification de la société soviétique ne peut, elle aussi, être retenue, pour des raisons bien évidentes. L'idéologie soviétique contemporaine considère la réalité soviétique comme étant la représentation adéquate du projet socialiste. Les critères de ce jugement sont que l'essence du socialisme est ancré dans la planification économique (la toute puissance du plan) et que les moyens de production sont étatisés. De plus, cette approche considère le système politique et plus spécialement le rôle dirigeant du Parti et le centralisme "démocratique" comme des phénomènes entièrement socialistes et légitimés par l'idéologie "léniniste".

C'est à partir des critiques radicales, qui utilisent en majorité le cadre théorique marxiste, que nous pouvons saisir, à notre avis, la relation entre le "projet socialiste" et la "réalité existante". Pour ce faire, c'est à partir de la méthode marxiste (matérialisme dialectique et historique) que nous pouvons tenter d'examiner et de vérifier si de fait, l'U.R.S.S. est une société qui évolue selon un mode de production capitaliste ou socialiste.

Initialement c'est Trotsky qui donna le ton à l'analyse critique de la formation soviétique. La relève a suivi par l'entremise d'auteurs tels que Mandel, Naville, Bahro, etc. Cette orientation reconnaît que le "socialisme réellement existant" en U.R.S.S. n'est pas socialiste, que l'Etat ouvrier est dégénéré et/ou déformé et que les rapports de production ne sont ni capitalistes, à cause du système économique planifié, ni socialistes, à cause de l'absence d'autogestion de la part des travailleurs, de la présence d'une bureaucratie et du maintien de certaines normes bourgeoises au niveau de la distribution. Donc ces rapports de production sont perçus comme:

A hybrid combination of essentially non capitalist economic planning and the elements of commodity production which arise from the basically still bourgeois distribution relations. (Mandel, 1974:10)

Bien que d'autres auteurs aient qualifié la formation soviétique de "capitaliste", c'est Charles Bettelheim qui a retenu notre attention. Dans ses recherches et ses écrits, celui-ci en arrive à conclure que le capitalisme et spécifiquement le "capitalisme d'Etat" est définitivement rétabli en U.R.S.S.. En conséquence, la motivation de notre recherche découle principalement de la thèse de Bettelheim qui affirme que la société soviétique est revenue dans le camp capitaliste. Celui-ci voit dans la réalité soviétique un

capitalisme d'Etat d'un type particulier. C'est pourquoi cette notion de capitalisme d'Etat joue un rôle central dans la construction de sa théorie.

De plus, l'intérêt de cette problématique vient du fait de la position particulière de la formation sociale soviétique au niveau des rapports socio-économiques et plus spécifiquement des rapports de production. L'U.R.S.S. est à toute fin pratique un cas unique à étudier. Son évolution historique, en partant de la Révolution d'Octobre, en fait une formation particulière avec des caractéristiques très spécifiques. D'autres raisons viennent s'ajouter aux précédentes. Dans le cadre méthodologique, nous justifions l'utilisation de la méthode marxiste du fait que l'U.R.S.S. se réclame précisément du marxisme; alors n'est-il pas conséquent de prendre justement cette même méthode pour voir si nous ne pourrions pas aboutir à d'autres conclusions sans pour autant qualifier la formation soviétique de socialiste ou de capitaliste? Cette justification méthodologique de notre part va même plus loin, en ce sens que l'auteur visé, Bettelheim, utilise lui-même cette méthode dans ses analyses et s'identifie comme marxiste. Ce qui nous amène à poser le problème à résoudre: l'Union Soviétique présente-t-elle les traits et caractéristiques du capitalisme et plus spécifiquement du "capitalisme d'Etat"? C'est ce qu'affirme le professeur Charles Bettelheim.

ETENDUE ET LIMITE DE L'ETUDE:

Il est évident que pour saisir une dynamique aussi complexe, la façon la plus efficace est de considérer l'ensemble de la société dans ses rapports sociaux. De notre point de vue, une étude compréhensive de la formation sociale soviétique s'établirait à trois niveaux reliés et s'interpénétrant entre eux; il s'agit en premier, et c'est ce que nous entreprendrons ici, de faire une analyse des rapports de production; la deuxième étape consisterait à faire un examen rigoureux de la superstructure et de ses composantes juridique, politique et idéologique pour arriver à la fin à voir s'il existe ou non une classe dominante au pouvoir et en déterminer ses caractéristiques.

Considérant la limite propre de notre sujet, et ne pouvant couvrir qu'un aspect de ces niveaux, on comprendra pourquoi le secteur socio-économique et en particulier les rapports de production sont favorisés. Mais plus encore, comme Marx nous pensons que:

Dans la production sociale de leur existence, les hommes entrent en des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté, rapports de production qui correspondent à un degré de développement déterminé de leurs forces productives matérielles. L'ensemble de ces rapports de production constituent la

structure économique de la société, la base concrète sur laquelle s'élève une superstructure juridique et politique et à laquelle correspondent des formes de conscience sociales déterminées. (Marx, 1977:2)

Autrement dit, bien que la superstructure soit très importante et réagisse sur l'infrastructure, c'est à l'intérieur de cette dernière que nous devons chercher "le fil conducteur" pour clarifier les phénomènes sociaux se rapportant à la superstructure. Comme le fait remarquer Naville dans son *Salaire socialiste* (1967), c'est bien parce que Marx s'est servi de "concepts économique-sociaux" que son critère de base est toujours un "rapport de production" et non pas "la production". Selon Naville, chez Bettelheim et les économistes staliniens: "les rapports de production ont disparu: nous ne connaissons plus que des normes de production, des prix et des taux de salaire". (Naville, 1967:424)

Donc brièvement, l'encadrement de notre thèse se fera de la façon suivante: le premier chapitre s'occupera de la méthodologie et de la perspective théorique; au deuxième chapitre, la nature des deux systèmes - capitaliste et socialiste - est examinée en passant par la différenciation économique majeure de leur champs d'action et pour se terminer sur la problématique de la transition. Le chapitre III introduira les rapports de production, suivi du chapitre IV qui s'occupera des entreprises d'Etat.

Salariat, plus-value et surtravail seront les thèmes du chapitre V. Au chapitre VI et VII seront analysés respectivement les rapports de répartition et les rapports marchands. C'est au chapitre VIII que le concept de "capitalisme d'Etat" sera le centre de la polémique. Nous terminerons notre exposé par certains commentaires et diverses réflexions qui renforceront notre conclusion.

PREMIER CHAPITRE

PERSPECTIVE THEORIQUE ET METHODOLOGIE

1.1 PROBLEMATIQUE ET CADRE THEORIQUE:

Entre les années 1965-1975, une resurgence de l'intérêt envers l'Union Soviétique au sujet de sa nature amena plusieurs auteurs et chercheurs à ouvrir une polémique à ce sujet. Charles Bettelheim, avec deux ouvrages majeurs; *La transition vers l'économie socialiste* (1968) et quelques années plus tard *Calcul économique et formes de propriété* (1971) engagea la discussion avec une orientation bien définie. Sa thèse: démontrer que, dans sa période de transition, l'U.R.S.S. fut dominée par des relations sociales à prédominance "capitalistes" qui par la suite, entraînèrent le rétablissement du capitalisme dans cette formation sociale.

Le cheminement de la pensée de Bettelheim, qui à l'époque collaborait avec Paul Sweezy s'est exprimé succinctement dans un texte paru dans la revue *Monthly Review*. En mars 1969, Bettelheim, en réponse à une lettre de Sweezy, commente la thèse de celui-ci selon laquelle la tendance à la

restauration du capitalisme en U.R.S.S. aurait son origine dans les "formes d'organisation, dans les stimulants matériels et dans l'établissement d'un marché". Pour Bettelheim, ceci ne démontre que des "indices" ou des "faits secondaires":

A mon avis, le facteur décisif, c'est-à-dire dominant, n'est pas de nature économique mais politique...le prolétariat (soviétique ou tchécoslovaque) a perdu le pouvoir politique au profit d'une nouvelle bourgeoisie. (Bettelheim, 1972:22)

Quelques années plus tard (1974), le premier tome des **Luttes de classe en U.R.S.S.** est publié. Dans sa préface, Bettelheim maintient sa position, en voici l'essentiel:

....Under cover of state ownership, relations of exploitation exist today in the U.S.S.R. which are similar to those existing in the other capitalist countries, so that it is only the form of these relations that is distinctive. This distinctive form is that of **state capitalism**. (Bettelheim, 1976:17)

En mai 1979, il nous instruit plus à fond sur sa pensée en parlant de la "maîtrise" du développement économique:

Les conditions réelles de la production (qui se développe sur la base du rapport salarial et des rapports marchands, ce qui la soumet aux contradictions capitalistes et aux

exigences de la valorisation du capital) ne permettent en aucune façon une telle maîtrise. Aussi le mouvement économique réel est loin d'"obéir" au "plan" et la production et la distribution ne sont nullement "dominées" par ceux-ci. En fait, les activités des différents centres de production se développent fondamentalement de façon indépendante les unes des autres. Précisément, cette indépendance des différentes productions, combinée avec la séparation des producteurs directs de leurs moyens de production, assure la reproduction des rapports marchands et capitalistes. (Bettelheim/Chavance, 1979:1758)

Bref, Bettelheim croît percevoir que ces contradictions que nous retrouvons dans la société soviétique, sont de même nature que celles des sociétés capitalistes. Cependant, il nous fait remarquer que ce "capitalisme d'Etat" est d'un "type particulier":

Ainsi se met en place une forme spécifique de capitalisme dans lequel l'accumulation se poursuit grâce à la centralisation étatique de la plus-value et des produits du surtravail, à travers des appareils d'Etat principalement constitués par le budget et le système bancaire étatique. Cette centralisation renforce à un degré sans précédent le fétichisme de l'Etat, ce dernier apparaissant, plus que jamais, doté d'une "puissance surnaturelle". (Bettelheim/Chavance, 1979:1736)

Ceci pose un problème; car si nous suivons le développement de son hypothèse attentivement, il est évident que l'accent est surtout mis sur le facteur "politique" comme nous l'avons

constaté précédemment dans sa lettre à Sweezy, alors que pour démontrer qualitativement l'existence de relations capitalistes, il est essentiel à notre avis, de démembrer le niveau socio-économique, car c'est à l'intérieur de cette structure que l'"essence" du capitalisme est définie en premier lieu. Nous croyons que la faiblesse de la position de Bettelheim se trouve précisément dans l'insuffisance de son analyse des rapports de production.

Calcul économique et formes de propriété (1971), est à toute fin, le point de départ de la base théorique de la thèse de Bettelheim. Nous croyons que c'est dans cet ouvrage que celui-ci a réuni l'essentiel de ses arguments théoriques pour tenter de démontrer que la dynamique de l'U.R.S.S., spécialement au niveau des entreprises, fonctionne à l'intérieur de relations capitalistes:

L'"entreprise" (au sens strict du terme) est un appareil capitaliste, un des lieux où s'articulent des rapports sociaux capitalistes et au sein duquel ces rapports se reproduisent. (Bettelheim, 1971:71)

Notre projet est d'établir, par une critique logique de cette base théorique, que les fondements de sa thèse ainsi que son argumentation ne réussissent pas d'une manière décisive à démontrer que la société soviétique opère

selon des critères capitalistes. En conséquence de ce qui précède, la thèse que nous désirons soutenir s'énoncera en ces termes: En opposition à la thèse de Bettelheim qui voit dans la réalité soviétique un "capitalisme d'Etat" d'un type particulier, nous proposons la thèse selon laquelle les **rapports sociaux**, et spécifiquement les **rapports de production** en vigueur dans la société soviétique, ne relèvent que "partiellement" de relations résiduelles "capitalistes" et que la base théorique de son analyse est insuffisante pour démontrer l'existence et la domination du mode de production capitaliste dans cette formation sociale.

Il est essentiel de bien comprendre que notre projet de thèse a pour but d'**infirmer** la position de Bettelheim et non pas de démontrer que l'Union Soviétique est "effectivement socialiste".

1.2 METHODOLOGIE:

L'instrument d'analyse choisi pour notre recherche sera la théorie marxiste. Voulant établir une base théorique et méthodologique critique, il était tout indiqué de partir des **concepts de bases marxistes** et spécialement de la question des rapports de production pour

analyser la position de Bettelheim. Pour commencer, il est préférable d'examiner une société selon une perspective "dialectique", en termes de procès, de changement, de dynamique sociale: "s'il n'y a pas toujours développement, il y a toujours mouvement et changement... l'ordre social change". (Boukharine, 1977:67) Il en résulte que dans la vie sociale, ainsi que dans la nature, tout est en continuelle transformation, un mouvement incessant est à la base de tout.

Ensuite, la théorie marxiste et spécialement le matérialisme historique est une théorie et une méthode qui ont pour objet l'étude des différents modes de production à l'intérieur de réalités concrètes; Boukharine lui assigne cette place spécifique:

Elle n'est pas dans l'économie politique, elle n'est pas dans l'histoire; sa place est dans la science générale de la société et des lois de son évolution; c'est-à-dire dans la sociologie. (Boukharine, 1977:15)

Bref Boukharine considère que le matérialisme historique est en quelque sorte l'équivalence d'une "sociologie marxiste". C'est dans son *Capital*, que Marx développe à fond son application du matérialisme historique en contrecarrant la notion selon laquelle la connaissance de la société peut s'arrêter, et dans bien des cas s'arrête, aux simples "apparences". C'est en construisant et en mettant en pratique

les concepts clés tels que valeur, force de travail, plus-value, surtravail, etc. que Marx nous fait saisir que la vraie nature des "apparences" se trouve au niveau de l'antagonisme des classes et non dans des interprétations relatives comme le salaire, le profit, les intérêts et les prix.

Donc l'essentiel du point de vue matérialiste en sociologie revient à ceci:

La société se présente évidemment non pas comme un "organisme psychique", non comme un ensemble d'opinions différentes appartenant au domaine du "beau", du "pur", et du "sublime", mais avant tout comme une **organisation de travail** (Marx disait parfois: "organisme producteur"). (Boukharine, 1977:60)

Mandel tire des conséquences au sujet du matérialisme historique qui viennent généralement renforcer l'utilisation de cette méthode. En effet, pour lui: "Le matérialisme historique pose que les rapports de production constituent la base de toute société, sur laquelle s'élève la superstructure sociale". (Mandel, 1983:185) De plus, le matérialisme historique est une doctrine "déterministe" dans le sens dialectique et non pas d'une façon mécaniciste: "le marxisme exclut le fatalisme". (Mandel, 1983:192) Ses fondements soutiennent que c'est l'existence sociale qui détermine notre manière de penser et non pas l'inverse. **L'Idéologie allemande** (1974)

de Marx et d'Engels confirme que ce sont les hommes qui font leur propre histoire. Dialectiquement, ceux-ci sont des produits de conditions matérielles déterminées; par contre ces conditions ne se sont pas manifestées à partir de rien, elles sont à leur tour les produits de la praxis sociale des hommes entre eux.

En conséquence, cet outil théorique nous permet d'aller au-delà des "apparences" et de comprendre d'une façon concrète et dialectique les mouvements et les contradictions à l'intérieur d'une société particulière. Un des traits caractéristiques de cette théorie est le fait qu'elle offre la possibilité (ce à quoi la théorie conduit) d'orienter et même de changer le cours de l'histoire par la pratique révolutionnaire; ce que nous ne retrouvons dans aucune autre théorie. C'est précisément pourquoi Marx rejetait la présence d'un "à priori" ou d'un "donné" au niveau de la dynamique sociale. Pour lui, les regroupements de forces opposées - les classes - sont constamment en lutte dans la société.

Dans ce sens, la dialectique matérialiste en plus d'aborder chaque phénomène pour en déterminer les contradictions internes qui orientent ses lois de développement, doit analyser ces phénomènes d'un point de vue globale, en saisissant tous ses aspects; elle doit voir ceux-ci d'une façon totale et repousser toute approche unilatérale qui isole arbitrairement certains

aspects particuliers de la réalité. Le mouvement d'une société - sa dynamique - n' est compréhensible que dans sa totalité:

Cette capacité de la dialectique d'intégrer dans son analyse la méthode "universaliste" (Allseitigkeit, dit Lénine, en allemand) est un de ses mérites principaux. "Logique du mouvement", "logique de la contradiction" et "logique de la totalité". (Mandel, 1983:176-77)

Comme nous l'avons dit, le mouvement ou la dynamique sociale est composé de divers phénomènes contradictoires. Ceux-ci comportent une infinité d'aspects, de composantes et d'éléments constitutifs. Ces éléments ne sont pas agglomérés sans liens entre eux et au hasard. Au contraire, se sont des ensembles structurés fonctionnant d'une façon précise.

Dans l'analyse marxiste, ce qu'il faut remarquer c'est le type de rapports qui s'établissent entre les divers éléments de la totalité. En effet, dans cette totalité, il existe des sujets, des êtres humains, qui entretiennent des "rapports" entre eux. L'articulation de tous ces rapports sociaux s'inscrit à l'intérieur d'une réalité concrète que nous appelons **formation sociale**. Comme nous l'expliquerons dans l'exposé, ces rapports sociaux de production se cristallisent normalement dans des rapports de propriété (propriétaires et non-propriétaires des moyens de production), dans les rapports d'exploitation, d'appropriation (contrôle du

procès de travail, plus-value) et de répartition. Comme l'affirme Marx:

Le résultat auquel nous arrivons n'est pas que la production, la distribution, l'échange, la consommation sont identiques, mais qu'ils sont tous membres d'une totalité, différences au sein d'une unité. (Marx, 1977:165)

Notre jugement en ce qui a trait aux rapports de production nous dicte que ceux-ci sont la clé qui nous ouvre la connaissance historique des rapports sociaux en plus d'être le point de départ au niveau méthodologique. De plus, ces rapports impliquent nécessairement les moments différents du processus socio-économique. Moments qui, dans une recherche sérieuse, doivent être analysés à l'intérieur d'un bloc et non pas en partie.

C'est à partir de ces rapports de production, que notre critique s'établira via des auteurs tels que Ticktin, Mandel, Brus, Milliband, Hindess, etc. Ces chercheurs en majorité marxistes, et quelques fois divergents entre eux sur l'interprétation de la réalité soviétique, nous donnent sur plusieurs points, une critique "concordante" visant des arguments très précis de la thèse du "capitalisme d'Etat" de Bettelheim.

DEUXIEME CHAPITRE

MODE DE PRODUCTION, CHAMPS D'ACTION ET TRANSITION

Comme éléments préliminaires, nous présenterons ce qui fait l'originalité de la recherche; en ce sens, le cheminement de ce chapitre débutera par un exposé de l'essence du mode de production capitaliste pour ensuite expliquer ce que présuppose le contenu du socialisme. Si Bettelheim défend la thèse du "capitalisme d'Etat" comme il le fait, c'est qu'il part initialement de la différence et de la non compatibilité de deux systèmes qui présupposent des objectifs contraires. Nous disons ce que "présuppose le socialisme"; la raison en est que Marx ne s'est prononcé que partiellement et dans des cas spécifiques sur la société socialiste du futur. L'impératif de notre étude n'est pas de démontrer que l'U.R.S.S. est de nature "socialiste". Il est par contre possible de corroborer, par l'entremise de la théorie du mode de production capitaliste, que cette formation sociale ne peut s'inscrire sous la bannière d'un capitalisme d'Etat.

La section 2.3 s'intéressera au champs d'actions et d'opérations des deux systèmes; c'est-à-dire leurs intérêts propres en ce qui touche leurs objectifs économiques.

C'est dans la section 2.4 de ce chapitre, que notre

critique prendra forme. En effet, le problème de la transition nous ouvrira la porte sur la problématique majeure du chapitre III.

2.1 LE CAPITALISME:

Avant d'examiner les arguments de Bettelheim selon lesquels la formation soviétique posséderait les traits du capitalisme, il est nécessaire d'établir exactement ce que nous entendons par ce terme conceptuel. Une des bonnes définitions est la suivante:

Capitalism is therefore a mode of production in which the generalization of commodity production unleashes a historical process of accumulation of capital, which is in turn a constant (be it discontinuous) growth of commodity production, of production of exchange values and reinvestment of surplus value. (Mandel, 1973A:8)

Cette forme de production, qui génère un antagonisme entre deux classes - les propriétaires des moyens de production et les ouvriers - est la seule du genre qui généralise entièrement la production marchande; que ce soit la force de travail, les instruments et moyens techniques de production, la terre, le capital-argent, etc. Tous deviennent des marchandises à l'intérieur d'un marché. Une nette distinction s'impose ici,

entre "capitalisme" et "capital". Le premier, comme indiqué, est un mode de production fondé sur la division de la société en classes, tandis que le "capital":

Describes a **s o c i a l r e l a t i o n** in which class exploitation assumes an outward form of equality and reciprocity through exchange. (Laibman, 1978:25)

C'est ainsi qu'à première vue aucune contradiction n'est apparente, et la transaction - l'ouvrier qui vend sa force de travail au capitaliste - passe comme si l'échange entre les deux parties donne à l'un autant qu'à l'autre. Cependant, si nous scrutons le processus d'échange en profondeur, nous remarquons l'inégalité entre les deux termes. En effet, la loi fondamentale de la production capitaliste est de produire une "plus-value"; Marx nous donne le secret de cette loi:

Il veut produire (en parlant du capitaliste) non seulement une chose utile, mais une valeur, et non seulement une valeur, mais encore une **p l u s - v a l u e**. (Marx, 1976A:142)

Nous saisissons donc que le "produit" de la production capitaliste n'a pas seulement qu'une valeur d'usage et n'est pas utilisé simplement comme valeur d'échange, mais sa caractéristique principale est de posséder plus de valeur que celle qui a été avancée pour sa production. En d'autres termes:

"La plus-value est la différence entre la valeur créée par la force de travail et sa propre valeur". (Mandel, 1968:912) Ce qu'il faut retenir de ce qui précède est évidemment que d'un côté nous apparaît le processus du travail qui se pose comme moyen, tandis que la formation ou la création de plus-value est en réalité la fin en soi du processus.

Plus-value, marchandise et marché forment cette trilogie de la production capitaliste.

Bref, on peut affirmer que la fondation, la base du système économique capitaliste s'appuie sur la propriété privée des moyens de production par une classe définie; que les entreprises et les commerces, tout en appliquant entre eux l'esprit de compétition, s'allouent différentes parts du capital social, i.e. se partagent ou se divisent le marché; et que ce sont les ouvriers, qui en plus de se vendre, produisent la masse des marchandises - biens et services - qui leurs sont aliénées.

Carlo reprend l'une des principales distinctions entre le capitalisme et le socialisme que Marx a très bien explicité:

By definition, competition is the internal nature of capital. Its essential characteristic is to appear as the reciprocal action of all capital... Capital does not and cannot exist except *d i v i d e d* into innumerable capitals; for this it is conditioned by the action and reaction of one upon the others. (Carlo, 1974:11-12)

Ce caractère très spécial de "capitaux" séparés et compétitifs est souligné par Sweezy lorsqu'il s'oppose à Chavance, un émule de Bettelheim:

What distinguishes capitalism is not only the existence of wage labor (i.e. the capital-labor relation) but also the division of capital into a multiplicity of units, each one seeking to expand both absolutely and relatively to the others (whether their mutual relations are those of "competition" or "monopoly" is important but still secondary). (Sweezy, 1977:18)

Définitivement, le capitalisme incorpore l'exploitation de la force de travail des ouvriers; cependant ce processus ne peut s'actualiser qu'à l'intérieur d'un marché compétitif et par l'anarchie de la détention privée des moyens de production. Vu sous l'angle bourgeois, le pouvoir du capital semble être la valorisation de la force de travail, tandis que la face cachée nous révèle le but de cette valorisation: reproduire cette force de travail en tant que marchandise.

La course au profit maximum et cette compétition entre les unités économiques n'ont besoin d'aucune direction définie. Le juridique est le gardien du système de la propriété privée; c'est lui qui applique les lois et règlements tandis que c'est l'Etat qui les fait exécuter. Dans certains cas, il prend position pour divers intérêts à l'encontre d'autres. Il est le médiateur des contradictions internes au système et essaie du

mieux possible de résoudre sinon d'amoindrir celles-ci:

The power of capital, then is exercised through a heterogeneity of institutional structures no one of which, taken in isolation, manifests that function. (Laibman, 1978:26)

Cette fonction, celle de direction, fait absolument défaut; nous sommes en présence d'un corps sans tête, d'un organisme complexe dont chaque partie agit selon sa propre volonté sans se soucier de l'intérêt général. En fin de compte, si dans le système "socialiste" l'Etat dirige et maîtrise l'économie, alors d'une façon très schématique, on peut dire qu'à l'intérieur du système capitaliste, c'est l'Etat qui en quelque sorte s'assujettit ou se vassalise à l'économie.

2.2 LE SOCIALISME:

Tournons notre attention à présent vers ce que certains considèrent comme l'utopie marxiste, le socialisme. Même si nous avons des exemples de renversements (U.R.S.S., Cuba, Vietnam) du mode de production capitaliste, il est encore trop tôt à notre avis pour conclure et bâtir une théorie socialiste approfondie sur ces expériences.

Voyons par contre comment Lénine et certains auteurs

définissent le socialisme. Dans l'Etat et la révolution, Lénine, en se référant à Marx, commente en ce sens:

Ainsi, dans la première phase de la société communiste (que l'on appelle ordinairement socialisme), le "droit bourgeois" est aboli non pas complètement, mais seulement en partie, seulement dans la mesure où la révolution économique a été faite, i.e. seulement en ce qui concerne les moyens de production. Le "droit bourgeois" en reconnaît la propriété privée aux individus. Le socialisme en fait une propriété commune. C'est dans cette mesure mais dans cette mesure seulement, que le "droit bourgeois" se trouve aboli. (Lénine, 1971:504)

Donc ce que Marx qualifie de phase inférieure du communisme est en réalité la définition qu'on peut donner au socialisme dans la mesure qu'on s'en tient à l'étatisation des moyens de production et que le "droit bourgeois" n'a pas disparu complètement.

La définition qu'en donne Dallemagne est plus subtile:

Fondamentalement, le socialisme consiste dans un développement non contradictoire, donc illimité, des forces productives, qui implique la maîtrise consciente par la société du procès de production et la répartition collective du produit social. De ce double point de vue, on peut caractériser les deux stades du mode de production socialiste: stade inférieur ou socialisme proprement dit, et stade supérieur ou communisme. (Dallemagne, 1975:28)

Laibman dans sa définition va dans le même sens que la précédente; il considère le socialisme comme étant un système incorporant premièrement des relations de production qui ne sont pas antagonistes, c'est-à-dire des relations qui ne reproduisent pas d'exploitation de classe. De plus:

Production and distribution are governed by conscious, political, intentional control, in the form of comprehensive planning which contains and determines the social content of the subordinate commodity-money relations.
(Laibman, 1978:33)

Selon nous, ces définitions représentent dans la tradition marxiste l'essence du socialisme. En effet, si nous retournons aux sources, nous retrouvons des explications très précises et complémentaires à ce sujet. Marx, dans sa *Critique du programme de Gotha* mentionne qu'entre le communisme et la société capitaliste existe une "période de transformation révolutionnaire", à quoi correspond une "période de transition politique" où l'Etat devient rien de moins que "la dictature du prolétariat". Lénine s'est penché sur ce problème et l'a approfondi. Ce qui est essentiel à retenir, selon lui, dans cette première phase du "communisme" est que Marx, en plus de tenir compte de l'inégalité entre les êtres humains, confirme que:

La transformation des moyens de production en propriété commune de la société entière (le "socialisme" au sens habituel du mot) ne supprime pas à elle seule les défauts de la répartition et l'inégalité du "droit bourgeois", qui continue de régner, puisque les produits sont répartis selon le travail. (Lénine, 1971:504)

En d'autres termes, même après la révolution, des inégalités subsisteront spécialement au niveau de la distribution économique. Le droit égal est donc toujours ici, dans son principe, le droit bourgeois. "Ce droit égal est un droit inégal pour un travail inégal". (Marx, 1978B:332) C'est le prix que doivent payer les travailleurs, en espérant qu'avec le temps, cette société nouvelle qui vient de sortir des flancs de la société capitaliste, abolira les inégalités à tous les niveaux. Il est à remarquer que la représentation du "communisme" sert ici de cadre théorique auquel sont référés les phénomènes étudiés. C'est par la distance à la société communiste que les aspects socio-économiques de l'U.R.S.S. sont mesurés et déterminés. Il faut admettre que cette société "communiste" est plus proche d'un "idéal" que d'un concept sociologique. C'est pourquoi il est bon d'y revenir sans toutefois la prendre comme un dogme. En d'autres termes, il est toujours plus difficile d'expliquer et de comprendre une réalité actuelle et concrète - la formation soviétique - si nous utilisons comme référence une société future abstraite.

L'imaginaire ne peut être qu'une vision du futur ou du présent, rien de plus. Ce qui importe ici est le fait que ces "stigmates de l'ancien ordre" ne peuvent s'évanouir, du jour au lendemain. Ce processus d'élimination ou de raréfaction sur tous les plans prendra un temps indéterminé qui ne sera pas de courte durée ni sans problèmes. Effectivement:

Le droit ne peut jamais être plus élevé que
l'état économique de la société et que le
degré de civilisation qui y correspond.
(Marx, 1978B:332-33)

Avec ces précisions de Marx et de Lénine, il nous est possible à présent de comprendre plus clairement ce que nous entendons par "socialisme". La dynamique d'une société socialiste "devrait" fonctionner avec des travailleurs libres et associés, qui, ayant socialisé les moyens de production sur une base collective et en fonction d'une production planifiée, font tout en leur pouvoir pour que l'Etat dépérisse et que les classes ainsi que la production marchande disparaissent. Le principe final recherché est celui bien connu: "De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins". (Lénine, 1971:507) Selon certains, les pays qui ont aboli la propriété privée des moyens de production ont changé, de ce fait, la structure économique de la société et sont - dans l'acception plus restreinte du terme - des pays socialistes. Or, l'argument qui s'oppose à cette opinion est le suivant: l'abolition de la

Propriété privée des moyens de production qui a déterminé le changement, dans la formation économique de la société, de capitaliste en socialiste, signifie la socialisation de ces moyens de production. Au contraire rétorque l'opposition, il n'y a pas eu de socialisation, mais bien une étatisation, ce qui veut dire remplacement du propriétaire privé par la propriété de l'Etat.

C'est précisément sur ce point que l'accent est mis en Yougoslavie:

Selon la doctrine yougoslave, la propriété sociale **s t i c t o s e n s u** est la propriété sociale directe, laquelle abolit le monopole de la propriété et, lié à celui-ci, le monopole du pouvoir politique et économique exercé non seulement par un individu ou par un petit groupe de propriétaires privés, mais aussi par un **E t a t s o c i a l i s t e**. (Djurdjevac, 1978:291)

En conséquence, nous devons convenir qu'après avoir atteint le pouvoir par la révolution, le socialisme passe par une phase contradictoire, celle de la dictature du prolétariat. Il semble que ce parcours est général et s'applique à toutes les sociétés qui veulent se libérer du capitalisme. Cette contradiction est née du fait que la période de transition soit caractérisée d'un côté par l'Etat qui représente un instrument essentiel pour l'avancement du processus de socialisation, i.e. le passage de la dictature du prolétariat à celle de socialisation au sens

stricte; et que de l'autre côté, l'Etat ne peut gouverner et contrôler sans un appareil de contrainte adéquat que l'on retrouve sous forme d'organes de pouvoir institutionnalisés. Ce problème sera repris en détail au chapitre III et IV.

Pour reprendre sur la nature du socialisme, et en référence aux définitions précédentes, nous considérons que:

By a socialist society we mean one
transitional between capitalism and
communism, the latter being characterised by
a high level of material productivity and the
absence of classes and the state.
(Corrigan/Ramsay/Sayer, 1981:56)

Toutes ces définitions reviennent à dire que le socialisme représente donc un nouveau système social constituant un mode de production possédant ses propres moyens de distribution et sa propre dynamique économique qui reproduit constamment entre les individus des relations de base socialistes. Le socialisme veut dépasser les oppositions entre les groupes au sein de la société; il veut nouer certaines identifications entre la société et ses membres. Celui-ci n'a pas intérêt à devenir un collectivisme sans limites. Dans des cas spécifiques, l'individu a le droit et le devoir, en tant que membre actif de la communauté, de s'opposer à certaines orientations institutionnelles qui ne prennent pas en considération l'intérêt général de la société en premier lieu. Le socialisme crée les

prérequis pour éliminer l'aliénation et l'exploitation:

A long road separates the nationalization of the means of production from their complete socialization, the creation of what we often call a socialist attitude to work and social ownership. (Brus, 1973:82)

C'est pourquoi sont absentes du programme socialiste les positions de privilèges pour certains groupes ou individus, le socialisme se tourne contre toute forme de domination et d'exploitation, les valeurs et les intérêts communs passent avant tout, i.e. que la satisfaction des besoins et des intérêts (souvent créés artificiellement dans la société de consommation capitaliste) exclusive à chacun, doit se changer en une satisfaction des besoins nécessaires, essentiels, de tous. En d'autres termes, satisfaire les besoins de la collectivité en premier lieu. "Le socialisme entend parvenir à un contrôle conscient des processus sociaux et du développement des rapports sociaux". (Strmiska, 1976:224)

Si nous acceptons la prémisse de Marx et de Lénine selon laquelle la dictature du prolétariat, i.e. une société en transition du capitalisme vers le socialisme, n'est pas encore le "socialisme réel", alors la définition qu'en donne Bettelheim dans ses *Luttes de classes en U.R.S.S.* est très ambiguë et porte à confusion. Voyons ce qu'il en dit:

Socialism does not mean... the "abolition" of capitalist production relations. It means... the transformation of these relations, their destruction and reconstruction of transitional relations which can be analysed as a combination of capitalist elements and socialist or communist elements. (Bettelheim, 1976:138)

S'agit-il de subjectivisme de sa part ou confond-t-il la période de transition - la dictature du prolétariat donc le socialisme - avec celle du communisme *per se*? A la page précédente, avant cette définition, il écrit qu'en établissant son pouvoir de classe, et en nationalisant quelques manufactures (??), le prolétariat acquiert la possibilité - mais *seulement* la possibilité - de révolutionner le processus réel de production, ce qui aurait comme effet d'établir de nouvelles relations de production. Il continue en affirmant que si cette tâche est retardée, alors les relations capitalistes demeurent; par contre si cette tâche est en voie d'accomplissement: "the former relations are partially transformed, the socialist transition is under way, and one may speak of a socialist society". (Bettelheim, 1978:137)

Si nous acceptons que le prolétariat de l'U.R.S.S., en renversant le capitalisme, a bel et bien étatisé les moyens de production et centralisé l'économie par l'instrument du plan et la mise en place du monopole du commerce extérieur, alors ces deux gestes parmi tant d'autres, ne sont-ils pas une évidence

que la direction du système se tourne vers le socialisme, mais que ce dernier n'est pas encore réalisé? En somme, nous acceptons que: "the socialist transition is under way", tout en rejetant que l'on puisse parler d'une société "socialiste", à moins d'entendre par ce terme, et c'est justement l'équivoque ou l'incertitude dans le cas de Bettelheim, la dictature du prolétariat.

Et pourtant, celui-ci avait bien défini précédemment au niveau théorique, la différence entre un mode de production et une forme de transition:

Si des rapports sociaux de production caractéristiques d'un mode de production donné ne font que se combiner à des rapports sociaux relevant d'un autre mode de production, on n'est pas en présence d'un mode de production mais d'une forme de transition.
(Bettelheim, 1971:78)

C'est dans ce sens que nous croyons à une ambiguïté de sa part au niveau de l'utilisation des concepts de "transition" et de "société socialiste", spécialement dans ses **Luttes de classes en U.R.S.S.** où il affirme que l'on peut parler d'une société socialiste lorsqu'il nous dit ci-haut, que nous sommes en présence d'une forme de transition. Milliband est aussi consterné que nous: "Why we should be able to speak of this "process of transition" as designating a "socialist society" is not clear". (Milliband, 1975:61)

Si Bettelheim, dans son analyse, nous avait divulgué les critères et les normes qui nous permettent de juger si la société progresse ou régresse dans le sens du socialisme, alors peut-être que sa définition ne nous aurait pas paru si ambiguë. La section 2.4 qui s'occupe du problème de la transition, établira plus clairement la position de Bettelheim à ce sujet.

Il est essentiel de noter que ces derniers paragraphes sur la définition du socialisme par Bettelheim, sont importants mais secondaires par rapport à sa thèse initiale du capitalisme d'Etat; en effet, la définition d'un terme est utile, mais ce qui est encore plus substantiel est en réalité l'affirmation par Bettelheim que la **p é r i o d e d e t r a n s i t i o n**, i.e. le passage du capitalisme au socialisme est **t e r m i n é e** et que la formation sociale soviétique se trouve présentement sous la dynamique de relations sociales capitalistes. La conclusion de Bettelheim suggère que les aiguilles de l'horloge sont revenues à leur point de départ; capitalisme, révolution d'octobre, dictature prolétarienne (vers la transition socialiste) avortée et retour au capitalisme.

2.3 PLAN VERSUS MARCHÉ:

La section précédente nous a présenté schématiquement l'essence générale des deux systèmes. Les paragraphes suivants,

examineront la différence essentielle des champs d'action antagonistes: le marché et la planification. Nous recherchons en dernière analyse ce que le système socialiste représente de nouveau sur le capitalisme, spécialement au niveau économique.

En termes marxistes, on peut affirmer que les objectifs de classe du prolétariat sont différents de ceux de la bourgeoisie, et de plus:

They are also based upon a fundamentally different dynamic: the destruction of class exploitation as opposed to its reproduction, and its replacement with the political, cultural and economic conditions of existence of communist relations of production.
(Silver/Tarpinian, 1981:18)

Qu'est-ce que cela représente dans la sphère économique? Tout indique que le conflit entre ces deux dynamiques socio-économiques est de nature irréconciliable et s'impose comme une lutte à finir. C'est ce que Mandel considère comme étant la contradiction entre la loi de la valeur et la logique du plan:

The first dynamic tends to distribute and redistribute economic resources in accordance with the dialectic of commodity production, i.e. liquidity of demand, the search for excess profits, and competition. The second tends to distribute and redistribute economic resources independently of the market in accordance with the priorities consciously established by those who plan the economy.
(Mandel, 1972:12)

En conséquence, l'économie de marché fonctionne en sens inverse par rapport au plan. Dans le premier cas, le mouvement économique progresse par vagues et fluctuations comprenant des crises, des récessions, de la surproduction, etc.. Dans le second cas, l'économie se développe selon un rythme constant, graduel et progressif. Ceci ne signifie pas que l'économie planifiée ne subit jamais de secousses, cependant celles-ci ne sont pas de même nature et n'ont pas la même origine que celles rencontrées au niveau du marché. Sans doute que les deux types de société sont orientés vers une croissance économique rapide, mais elles sont caractérisées par leurs propres hiérarchies de priorités et leur propre logique. Ce qui entraîne dans les deux systèmes des dysfonctions, des irrationalités et des contradictions que l'on constate dans l'utilisation des produits fabriqués et dans l'exploitation des ressources naturelles et humaines.

Par contre, ce qui distingue l'étatisation des moyens de production de la propriété privée de ceux-ci, non seulement au sens juridique, mais au niveau économique, est l'orientation générale des investissements. Le plan les répartit sur une base nationale, tandis que les décisions des particuliers sont prises en fonction des propriétaires de la manufacture ou de l'entreprise.

Capitalism has a tendency to chronic under-investment... frustrating democratic institutions because private ownership and free enterprise take capital accumulation away from parliamentary and government control. Socialism creates the preconditions for a public control over accumulation, given public ownership and macro-economic planning, but economic and political centralization equally take accumulation away from public control; thereby generating chronic over-investment. (Nutti, 1979:249)

Les deux orientations sont en effet différentes, cependant celles-ci ne sont pas médiatisées de la même façon et par les mêmes mécanismes. A l'intérieur du capitalisme, la production et les tâches sont déterminées par la valorisation du capital et la recherche du profit qui jouent ici le rôle clé, même si par moment, des interventions sont nécessaires sur le plan technique ou politique. Contrairement à ce point de vue, les sociétés de type soviétique chargent leurs systèmes politiques, à travers divers organismes d'Etat, de la direction économique et des tâches de la production. Ces discordances dans la conduite de l'économie expliquent les différentes modalités de la relation entre l'abondance versus la pénurie de biens de consommation dans les deux systèmes économiques. Dans nos sociétés, la consommation joue un rôle de premier ordre dans le développement de la production; en ce sens que la production, à l'intérieur de ses moyens et de ses limites, cherche à contrôler, à orienter et à manipuler cette tendance à la consommation. Mais ce qui est encore plus important, est le

fait que la production de plus-value n'aurait pas sa raison d'être s'il n'y avait pas une réalisation de plus-value incorporée à la vente de marchandise.

Dans les sociétés dites "socialistes", l'importance des considérations relatives à la consommation augmente en fonction des pressions qu'appliquent les couches populaires, mais leur action relève presque constamment de la sphère politique dirigeante. De cette perspective, même s'il y a modelage actif de la structure de la consommation, la production tend à se transformer en une fin en soi spécialement dans les conditions d'une planification administrative et bureaucratique qui, selon certains choix politiques, ne désire pas - même si cette possibilité existe - faire concorder les indices du plan et les besoins économiques de la société en question:

One of the main characteristics of the Soviet economy is the impossibility of reconciling the needs of planning, of optimizing economic growth (not from an "absolute" point of view, but from within the logic of the system itself) with the material self-interest of the bureaucracy. (Mandel:1979:67)

Ceci constitue un dilemme et une contradiction majeure de l'U.R.S.S. et des sociétés de type soviétique.

En bref, nous avons deux champs de force: dans le capitalisme c'est la richesse qui domine et qui constitue la

force sociale déterminante, une valeur qui ne requiert aucune justification. Simplement, pour reprendre le dicton américain: "money talks". Les sociétés dites "socialistes" et plus particulièrement l'U.R.S.S. tendent à orienter leurs structures plutôt en fonction du pouvoir d'Etat ou du pouvoir politique, et cela pour des raisons bureaucratiques. Dans ces sociétés:

Those occupying privileged positions and seeking to fortify them and perpetuate them in institutional form constitute one of the protagonists in the post-revolutionary class struggle. The other of course is the masses of workers and peasants. (Sweezy, 1980:80)

Ticktin confirme à sa manière cette orientation vers cette structure de pouvoir. Pour lui:

In the absence of any collective mechanism which can exist over a period of time, the constant change of personnel and position forces the individual to keep his own counsel and look after himself... the insecurity of the individual is ensured by the extra-legal measures which a member of the elite cannot avoid perpetrating if he is to achieve any apparent success in his particular job. (Ticktin, 1978:41-42)

Cet état de fait vient de la bureaucratisation de l'appareil et des organismes gouvernementaux. Chacun voit à sauvegarder et surtout à maintenir sa position privilégiée. Ceci confère une place de choix à l'individu avec tous les avantages que cela comporte.

A ce stade-ci de l'exposé il est opportun de considérer le point de vue de W. Brus, qui a consacré une large partie de ses recherches à cette problématique. Brus part d'une "structure de départ" et d'une "structure d'aboutissement" pour clarifier sa position au sujet du conflit plan/marché. Pour lui, étant donné que rien n'existe, à l'intérieur du système économique capitaliste que l'on peut qualifier de structure d'aboutissement et que ce système s'articule à travers d'actions non-coordonnées et spontanées, même contradictoires entre elles, il n'y a d'autre solution que de se fier et de se baser sur la structure de départ pour faire un choix des investissements à une échelle permettant un calcul de la profitabilité de l'entreprise:

Agir selon les principes du modèle concurrentiel, c'est agir selon la loi de la valeur agissant aujourd'hui, en introduisant tout au plus quelques corrections en vue d'un avenir relativement proche. (Brus, 1968:151)

Le résultat est que l'échelle des investissements est limitée et restreinte par les réserves de capital de chaque entreprise. Egalement, l'ensemble des rapports de production éliminent toute action possible de coordination volontaire en vue d'établir un objectif final - ce que l'on vise - logique et concordant.

Par contre, l'optique macro-économique de planification à long terme semble résoudre le problème. Le plan déterminera

effectivement cette structure d'aboutissement d'une façon plus ou moins autonome; i.e. en ne partant pas des indices fournis par le marché au moment actuel:

Le calcul des "gains attendus" doit, dans l'économie socialiste planifiée, tenir compte de la totalité des nouvelles conditions qui, par suite de la réalisation de l'ensemble des décisions d'investissement, rendront la structure d'aboutissement différente de la structure de départ. La loi de la valeur prend ici un sens spécifique... elle agit, si l'on peut ainsi s'exprimer, "de façon perspective". (Brus, 1968:149)

Donc, une différence notable doit s'établir entre le début et la fin du processus de planification, qui est en réalité la rationalisation du procès socio-économique de la production et de la distribution. La caractéristique fondamentale se trouve dans l'incorporation des fins partielles à l'intérieur d'une fin unique et pan-sociale qui prend en main la direction économique de la société en plus de lui donner un sens. L'avantage du plan sur le secteur privé est né du fait que l'échelon central (la direction politique) dispose des moyens et de la possibilité de corriger les prix à des fins de calcul en partant d'une connaissance de l'ensemble des perspectives futures de développement de la société, et non d'informations partielles et diffuses provenant du marché.

Ce survol rapide de l'antagonisme plan/marché atteste, à notre avis, que les sociétés de type soviétique ne peuvent pas

aisément être assimilées ou comparées au système social - surtout économique - des sociétés capitalistes. La thèse selon laquelle les deux systèmes sont convergents est inadmissible si nous considérons le coeur du problème; par contre, Strmiska y voit une convergence asymétrique, en ce sens que:

La reproduction de chaque système s'appuie sur les déterminations négatives de l'autre qui expliquent en grande partie la possibilité de sa propre reproduction dans sa forme donnée. Considéré du point de vue de la relation interne des deux systèmes, le développement social paraît presque ne pas avoir d'alternative. (Strmiska, 1976:232)

En termes concrets, tout ce qu'un système rejette devient en réalité la subsistance de l'autre et vice-versa; on reprend à son compte les contradictions de l'opposant, on peut les modifier si nécessaire, et on les utilise à son profit. C'est pourquoi il est très difficile d'imaginer une issue possible au niveau de cette confrontation. Si nous prenons le cas qui nous occupe, on peut saisir l'importance des intérêts qui sont en jeu. Qu'advierait-il des bureaucrates si une économie de marché s'établissait solidement en U.R.S.S.? Conserveraient-ils leurs privilèges et leurs positions de pouvoir ou seraient-ils superflus à l'intérieur d'une structure compétitive? C'est pourquoi nous croyons qu'un bureaucrate n'a pas intérêt à voir une économie de marché s'implanter, car il y perdrait sans doute sa position, son rôle et ses privilèges. Il

en est de même, pour le capitaliste qui rejette la planification; son "sens des affaires" serait subjugué sous l'emprise du contrôle étatique, son instinct compétitif perdrait toute sa fougue et la notion de profit ne serait qu'un rêve.

2.4 INCONSISTANCES DE BETTELHEIM SUR LA TRANSITION:

La section précédente nous a permis de synthétiser les deux pôles en présence; le capitalisme et le socialisme. De plus, la distinction de chacun au niveau économique, i.e. le plan et le marché, nous a démontré leurs oppositions et les raisons qui les motivent à agir selon leur dynamique respective. Nous jugeons que ces notes préliminaires étaient nécessaires pour établir une perspective d'ensemble de la recherche.

Maintenant que nous avons situé les positions extrêmes, que dire de la phase de transition; ce passage du capitalisme au socialisme? C'est par cette problématique que nous entrons dans le vif de la critique.

En récapitulant l'évolution de la pensée de Bettelheim, nous savons qu'avant 1967, celui-ci propageait l'idée traditionnelle stalinienne selon laquelle la voie vers le socialisme en passant par la transition était unidirectionnelle et sans retour en arrière. A partir de cette même année,

Bettelheim change d'opinion et commence à admettre la possibilité d'une régression vers le capitalisme. C'est en 1968, qu'il fait le dernier pas en déclarant, comme nous l'avons cité dans notre cadre théorique, que le pouvoir en U.R.S.S. appartient à une nouvelle bourgeoisie qui a comme instrument le Parti Communiste de l'Union Soviétique.

Qu'en est-il de sa position au sujet de la période de transition? Comment perçoit-il ce passage de la domination du mode de production capitaliste vers un nouveau mode socialiste?

Ce qui caractérise cette période de transition c'est une certaine forme de "non-correspondance" entre les différents rapports sociaux et cela aux différents niveaux de ces formations sociales, donc, en particulier au niveau économique.
(Bettelheim, 1971:67)

Cela signifie que la structure de la formation sociale en transition doit être conçue comme une structure déterminée de relations sociales à l'intérieur de laquelle un ensemble spécifique et dominant de relations de production n'a plus la possibilité de se reproduire; que ce soit au niveau économique, politique ou idéologique, en plus d'être le point de mire des transformations. Bettelheim s'explique dans le même sens dans ses remarques:

Lorsque la cohérence de certains types de rapports sociaux (leur degré de correspondance) est telle qu'ils dominent l'ensemble des autres rapports sociaux et que leur propre reproduction élargie entraîne le dépérissement ou la dissolution des autres types de rapports sociaux, on dit qu'il existe un mode de production dominant. (Bettelheim, 1971:61)

Toujours selon Bettelheim, si ces conditions ne sont pas remplies, et spécialement s'il y a "rupture révolutionnaire" de la domination de certains rapports sociaux, alors la phase de transition n'est pas modifiée et reste en place. Donc, la caractéristique de cette non-correspondance est dans le fait qu'il existe une combinaison de relations et d'éléments de mode de production distincts et qu'il y a toujours possibilité que l'orientation des transformations de ces relations de production dominantes dépende de la lutte des classes à l'intérieur de cette société.

Cette conjoncture "transitoire" ne peut, en aucun point du trajet, déterminer la finalité des transformations d'une manière adéquate; particulièrement en ce qui a trait à la prise du pouvoir ou à la transformation des relations sociales de production. En terme de procès, le passage des relations à dominance capitaliste vers des relation à dominance socialiste est insuffisant pour mettre fin à la période de transition.

C'est par cette combinaison d'éléments distincts - rapports sociaux de production capitalistes et socialistes - que Bettelheim vient appuyer sa définition du socialisme en spécifiant que c'est seulement:

Lorsque ces éléments (capitalistes) sont dominés par les rapports sociaux de production socialistes, on peut dire que la base économique du socialisme existe. (Bettelheim, 1971:78)

Donc le raisonnement de Bettelheim suggère fortement que "la base économique du socialisme" existe seulement et seulement si la période de transition est terminée; i.e. seulement lorsque la structure des relations sociales est telle, au niveau de la conjoncture, que les relations de production dominantes ne sont plus altérables sur aucun plan. Ceci semble sans importance, puisque Bettelheim ne s'intéresse aucunement à prouver que l'U.R.S.S. est socialiste; mais dans notre cas, ces arguments sont essentiels pour démontrer que sa base théorique est fautive. En effet, en déclarant que l'U.R.S.S. est maintenant capitaliste, donc que la période transitoire est à toute fin terminée, Bettelheim doit renoncer - et à notre avis il ne le fait pas - à utiliser des arguments de la transition qui ne s'appliquent plus dans le cadre d'un rétablissement du mode de production capitaliste. Si la formation sociale soviétique est capitaliste, qu'il le prouve avec une argumentation relevant du

capitalisme et non de la transition. C'est ainsi que nous pouvons comprendre pourquoi la définition qu'il donne du socialisme dans ses *Luttes de classes en U.R.S.S.* (voir section 2.2) est si ambiguë et porte à confusion.

Que pouvons-nous tirer de la position et des arguments de Bettelheim? Dans ce discours, il est évident que les termes "rapports dominants" prennent une place de choix. Si, comme l'affirme Bettelheim, qui au tout début de ses écrits se concentrait sur les forces productives et les rapports de production pour, par la suite, et par un glissement stratégique, passer aux rapports politiques, la période de transition est celle où subsistent des rapports sociaux capitalistes qui ne s'articulent pas à l'intérieur du mode de production capitaliste, mais en sont seulement que des éléments; alors de deux choses l'une:

Si la détermination de la période ne se fonde pas sur le caractère des rapports dominants de production, on finit par postuler de "nouveaux" modes de production ou des périodes de transition sans issue prévisible.
(Paramio, 1975:192)

Personne n'a intérêt à s'engager dans ce borbier et à suivre cette démarche. Il est à remarquer que dans tout changement social, l'aspect primordial des rapports dominants de production

est en jeu. Ceux-ci déterminent en général la direction que prendra l'économie tout en gardant en échec les tentatives de redressement des relations antagonistes évincées.

La deuxième possibilité s'énonce en termes de mode de production. Nous pourrions qualifier de "socialiste" n'importe quelle formation sociale où le mode de production dominant est socialiste, même si persistent dans cette formation des rapports sociaux capitalistes. La raison en est que durant cette période transitoire, aucun des deux modes n'est totalement dominant; le premier, capitaliste, est en train de s'éteindre par la désarticulation du système qui le soutient et le second, socialiste, n'a pas établi sa base solidement sur tous les aspects de la société. Dans le cas spécifique de l'U.R.S.S., il faut prendre en considération l'aspect international du problème. N'oublions pas qu'au niveau mondial, la grande majorité des économies sont capitalistes et celles-ci tentent d'infiltrer les formations dites "socialistes" pour miner leur système et les faire basculer de leur côté. Alliée à cette menace externe, une bureaucratie ralentit de l'intérieur et à sa façon, les progrès socialistes et l'émancipation totale des ouvriers. C'est pourquoi nous sommes d'accord pour dire que:

L'Etat ouvrier dans les sociétés en
transition lutte contre la bourgeoisie
mondiale et non contre ses survivances. Il
n'est aucune raison pour qu'il dépérisse

avant que la révolution mondiale ait triomphé... Toute expérience nationale de transition doit donc être articulée aux autres expériences du même type et à la révolution mondiale. C'est son rôle dynamique dans le renforcement international du prolétariat qui permet de l'apprécier, et non les efforts qui y sont faits pour construire un pseudo-socialisme national. (Dalleman, 1975:42-43)

Très clairement, ceci veut dire que toute tentative de construire le socialisme dans un seul pays est vouée à l'échec à partir du début. Le développement mondial du socialisme n'est possible, que si le prolétariat de chaque pays renforce ses liens internationaux au niveau de la lutte des classes pour aboutir à la fin à cette révolution mondiale.

Toujours selon cette deuxième possibilité, ce qualificatif de "société socialiste" serait justifié selon Schaff si nous prenions comme concept la définition plus restreinte du socialisme. Effectivement, si l'on se fonde sur la théorie marxiste de la société, ce concept comporte les attributs suivants:

Il se limite au mode de production dont les rapports de propriété constituent l'expression juridique; la modification du droit de propriété (à qui appartiennent les moyens de production) est déterminant pour la modification de la formation économique..., la modification de la base - contrairement à celle de la superstructure - peut être constatée avec une rigueur scientifique. (Schaff, 1982:12)

C'est bien ce que nous avons vérifié, d'après Marx et Lénine, dans les paragraphes antérieurs (voir section 2.2). Bettelheim possède et utilise les bons éléments qui forment la période de transition; la divergence entre son point de vue et le nôtre vient du fait, qu'une fois qu'il a admis la restauration capitaliste en U.R.S.S., il est réticent à accepter qu'une modification adéquate (mais encore insuffisante à notre avis) de la base économique a été effectuée (ce qu'il acceptait auparavant). C'est pourquoi nous pouvons admettre à l'encontre de Bettelheim que:

La période de transition tout au moins pour le domaine de l'économie, peut être exprimée en termes de suppression de la propriété privée des moyens de production, de l'exploitation qu'elle comporte et en termes d'instauration de la propriété socialiste.
(Strmiska, 1976:143)

De plus, il semble étrange que Bettelheim ne s'occupe que de certains aspects des transformations des rapports de propriété (ce que nous constaterons au chapitre III) qui ne représentent qu'un côté du problème et oublie que d'autres volets de ces rapports sont aussi déterminants. C'est ainsi qu'il n'est pas possible de rendre décisifs les rapports socialistes de production sans établir comme dominantes des formes de conscience (idéologiques) socialistes. Nous avons bien sûr des formes de survivance idéologiques bourgeoises et une certaine

action restreinte de la loi de la valeur, cependant l'essentiel est que celles-ci ne déterminent en aucune façon la formation sociale dans sa structure et son orientation future.

Admettre, comme le fait Bettelheim, que des éléments capitalistes demeurent en place durant la transition est sans inconvénient et la réalité concrète lui donne raison; il en est autrement lorsqu'il affirme que ces relations capitalistes sont maintenant dominantes et subordonnent les relations socialistes. La question est de savoir comment, et par quelles erreurs de parcours Bettelheim en est venu à conclure que la période de transition était à toute fin close et qu'un capitalisme d'Etat renaissant est présentement en place tout particulièrement au niveau des entreprises d'Etat?

Tout en demeurant sur le plan de la transition, nous croyons que Bettelheim a commis une grave erreur de méthode. Si nous prenons une perspective historique, nous constatons que même Lénine dans les années 1917-1918, était d'avis que le capitalisme ne pouvait pas être remplacé immédiatement et *de facto*, par la planification de l'économie. De plus, si nous acceptons que la transition est définie par les tâches à remplir historiquement dans l'écart qui sépare les deux niveaux de détermination du socialisme, alors Bettelheim confond les deux en affirmant antérieurement dans *La transition vers l'économie socialiste* (1968) que

pour Marx, la transition c'est le socialisme tel qu'il vient de sortir du mode de production capitaliste. En effet, Dallemagne confirme que :

Il n'y a donc pas abstention théorique de Marx, qui dégage au contraire la spécificité de la transition, même s'il ne l'explicite pas. La transition est d i s t i n c t e du socialisme qui ne peut donc être construit dans un seul pays. (Dallemagne, 1975:41)

De même, extrapoler comme le fait Bettelheim sur l'expérience de l'U.R.S.S. et de la Chine, sans donner à ces formations sociales le temps nécessaire pour atteindre leur maturité et constater l'issue de la lutte des classes, est à notre avis très arbitraire et risqué. C'est exactement ce que nous lui reprochons en ce sens qu'il s'est définitivement compromis en se hâtant à conclure qu'en U.R.S.S., cette période transitoire, caractérisée par un "socialisme" imparfait et possédant à notre avis des rapports de production socialistes dominants, était terminée, sans laisser les éléments et les relations sociales de la formation aboutir à leur destin historique. Il en est de même pour la Chine; les bouleversements qui s'y produisent actuellement dérangent sans aucun doute au niveau théorique le professeur.

Donc cette façon accélérée de qualifier une société de capitaliste ou de socialiste, sans lui donner un espace

d'évolution historique comparable à celle de la transition du féodalisme au capitalisme et sans reconnaître comme déterminants les rapports de production dominants dans cette formation, est impensable et méthodologiquement incorrecte.

Il est évident que le passage du capitalisme au socialisme représente une période de contradictions, que les éléments des deux modes de production sont en conflit; cependant, ce qu'il y a d'important se trouve dans la différence, dans la particularité de cette formation socio-économique:

Being the product of a concrete historical process, (it) combines the features characteristic of different mode of production and is not comprehensible except in the light of combined and uneven development. (Mandel, 1972:8)

En somme, selon Mandel, Bettelheim est incapable de saisir correctement la différence dans le degré de développement d'une formation particulière - l'U.R.S.S. - et d'un mode de production spécifique. Il semble ignorer le fait que cette formation socio-économique particulière est en mouvement, s'achemine vers ce mode de production spécifique - socialiste - mais qu'en cours de route, des contradictions font que son développement fait surgir des disparités qui sont dues à la présence de deux formes opposées et contradictoires. Cette incompréhension le conduit

à confondre et même à ne voir que deux positions possibles - capitalisme et socialisme - en éliminant cette phase intermédiaire qu'est la transition.

Si nous acceptons qu'une société transitoire se situe sur la voie du socialisme, ne peut-on pas dire que cette société se trouve sur les échelons inférieurs de ce nouveau mode hypothétiquement communiste? C'est-à-dire que les changements radicaux et obligatoires ont été effectués (planification, étatisation, centralisation, etc.) et que le reste, comme l'élimination de certaines pratiques bourgeoises et le maintien de certaines procédures marchandes (prix, argent, etc.) ne peut se faire que sur une longue période de temps, sans oublier que cette évolution est liée, comme nous l'avons mentionné, au développement international du prolétariat - lutte des classes et construction du socialisme au niveau mondial - ainsi qu'à l'orientation du pouvoir dans ces formations dites "socialistes".

Ce biais méthodologique de Bettelheim propose donc qu'une société ne peut être à priori que capitaliste ou socialiste. Ce qui interdit la possibilité d'une articulation complexe d'éléments socialistes et capitalistes dans cette société. C'est en ce sens que Ticktin le critique dans un de ses articles:

Bettelheim has thus failed to deal with the real laws operating in the society because he has not attempted to observe the concrete tendencies in operation in the U.S.S.R., preferring to remain at the level of competing structures. He is at error in conceiving of only two structures: capitalism and socialism. There can come into existence in epochs of transition unstable combinations of forms deriving from capitalism, and attempts to overcome it. (Ticktin, 1976:28)

Cette position radicale de compétition entre deux structures uniquement fait surgir plusieurs complications pour Bettelheim. En voulant intégrer la formation sociale à l'un ou l'autre des pôles, il néglige la possibilité du tiers et tombe dans une catégorie englobante comme celle du capitalisme d'Etat tout en niant certaines caractéristiques différentes au niveau des réalités sociales. Ce qui revient à dire selon lui, qu'il est inutile de chercher une société qui ne serait ni socialiste, ni capitaliste; ce qui, d'après l'évolution historique est improbable - le passage du féodalisme au capitalisme nous démontre clairement qu'il existe pour une certaine période des rapports qui appartiennent au deux modes de production.

Pourtant Bettelheim admettait auparavant une alternative, un tiers non exclu lorsqu'il publia *La transition vers l'économie socialiste* en 1968. Sa volte-face vient de ce que lorsqu'on veut prouver, comme dans son cas, qu'une société est capitaliste et que l'on doit démontrer que cette même société

n'est pas socialiste, un mouvement est obligatoire de sa part:

D'après le raisonnement alternatif par exclusion, toute société qui ne serait pas socialiste, serait inévitablement capitaliste. C'est ici que se produit un glissement. Car en toute logique (positiviste), le contraire du capitalisme est le non-capitalisme, et le contraire du socialisme, le non-socialisme. (Andreff, 1978:250)

On peut critiquer Bettelheim dans le même sens, lorsqu'il reprend de l'arsenal marxiste les catégories essentielles telles que capital, salariat, marchandise, valeur, etc. et les applique, sans préalablement les réinterpréter, à la lumière de la réalité étudiée. D'autres auteurs trouvent aussi des failles méthodologiques dans son analyse:

Since the only exploiting class in Marx's special theory is the capitalist class, the Soviet managerial groups must be a capitalist class... It then follows that the Soviet system must be a capitalist system.
(Morris/Lewin, 1976:8)

En suivant la route de cette logique formelle au niveau méthodologique, Bettelheim tombe dans un syllogisme et perd de vue que ces catégories ont été modelées selon la réalité d'un autre type de société, i.e. pour un autre contexte.

Selon le matérialisme historique, pour déduire qu'il existe en U.R.S.S. des relations de production "capitalistes",

une analyse scientifique doit être faite de la dynamique interne des lois qui gouvernent l'économie soviétique et spécialement des rapports de production.

Bref, ce qui condamne Bettelheim sur le plan méthodologique peut se traduire en trois aspects: cette impossibilité selon lui, d'accepter comme un fait réel cette phase intermédiaire ou transitoire, ce qui résulte en une polarisation de sa position; en second, cette conclusion que si une société n'est pas socialiste, elle doit indubitablement se ranger sous les traits du capitalisme; et en dernier lieu, pour établir que cette société est effectivement capitaliste, il se doit de démontrer que la dynamique de cette formation sociale n'est pas socialiste.

Ce dernier aspect - la nature socialiste - de la formation sociale est capital pour nous, car c'est Bettelheim lui-même, qui nous fournit ses propres arguments que nous retournons en notre faveur. En effet, comme nous l'avons dit précédemment, Bettelheim dans ses *Luttes de classes en U.R.S.S.*, au niveau de sa définition du socialisme, confirme que si cette tâche (transformation des rapports de production) est en voie d'accomplissement, alors: "the former relations are partially transformed, the socialist transition is under way, and one may speak of a socialist society". (Bettelheim, 1976:137)

A toute fin pratique, c'est ici que Bettelheim nous propose de concevoir la société soviétique comme une formation possédant une "base économique socialiste" - nous n'y voyons aucun inconvénient - qui par la suite, trahit sa position pour retomber dans le capitalisme - ce que nous rejetons.

TROISIEME CHAPITRE

LES RAPPORTS DE PRODUCTION

3.1 L'AXE PRIMAIRE; LES RAPPORTS DE PRODUCTION:

A la fin du chapitre II, nous disions que Bettelheim avance l'idée que la formation sociale soviétique appartient maintenant au camp capitaliste après avoir trahi sa position révolutionnaire. Il s'agit à présent de vérifier si les arguments et la thèse initiale de celui-ci sont confirmés.

Selon lui, le support de son pivot central se situe à l'échelon des entreprises d'Etat. Brièvement, et pour reprendre Ticktin, les propositions fondamentales de Bettelheim sur ces entreprises, se résument en trois points:

The enterprise in the U.S.S.R. is an autonomous entity which has to exchange in order to exist and so has to produce commodities... The direct producers are separated from the means of production in the possession of the enterprise, so that they have to sell their labour power... He conceived of the relation between planning and the independent enterprises as that of dominant and subordinate mode of production. (Ticktin, 1976:23)

C'est précisément dans son analyse des formations sociales en transition que Bettelheim se représente les entreprises d'Etat comme faisant partie d'une relation économique articulée

et spécifique de possession et de propriété. Ceci signifie qu'au niveau des entreprises d'Etat, Bettelheim défend le point de vue que la forme juridique de la propriété d'Etat peut correspondre d'un côté, à une forme limitée de propriété sociale en ce qui a trait aux moyens de production ou, à la propriété collective et privée d'une certaine bourgeoisie d'Etat. Cette forme limitée de propriété sociale vient du fait que le contrôle social du procès de production est médiatisé par l'appareil étatique, ce qui a comme conséquence que les travailleurs ne sont propriétaires qu'indirectement des moyens de production. C'est pourquoi Bettelheim en déduit que le système des entreprises d'Etat sert de point d'ancrage à un capitalisme d'Etat dans lequel les relations de propriété capitalistes peuvent être dominées par des relations de production socialistes. Enoncé en ses propres termes, ceci revient à dire que dans le cas de l'U.R.S.S. :

Si les rapports sociaux de production capitalistes, qui se reproduisent au niveau de l'entreprise, se combinent à des rapports sociaux de production socialistes (constitués par des rapports planifiés ayant des caractères spécifiques), l'existence de rapports sociaux de production capitalistes ne s'identifie pas à celle du mode de production capitaliste, il ne constituent que des "éléments" propre au système socio-économique capitaliste encore présent dans une formation sociale en transition. (Bettelheim, 1971:78)

D'après cette citation, la présence des relations sociales capitalistes n'implique pas nécessairement le mode de production capitaliste. Aussi longtemps que les relations de propriété socialistes le dominant, elles s'insèrent dans la formation strictement comme "éléments" capitalistes. Ce qui permet d'affirmer, selon Bettelheim, que les relations marchandes sont possibles et se reproduisent tout en étant amalgamées et dominées par des relations économiques planifiées.

Nous avons déjà dit au chapitre II que nous ne nous objectons aucunement à ce qu'il existe dans cette formation des "éléments" capitalistes, et nous avons donné les raisons. A notre avis, l'équivoque existe et tourne autour du mode de production capitaliste; en effet, si nous acceptons l'hypothèse, comme le fait le professeur, que la propriété d'Etat représente la forme juridique du mode de production capitaliste, alors il s'ensuit que l'économie de cette formation doit définitivement être dominée par des relations de production capitalistes - et non socialistes - en plus de reproduire d'une manière efficace et autonome les conditions d'existence de ces relations. Simplement, Bettelheim se doit de confirmer et de démontrer, preuve à l'appui, que le mode de production capitaliste est dominant dans la structure de la formation et que ce mode entraîne des relations de production capitalistes. Procédons à l'examen de ses arguments en détails.

Pour critiquer les arguments majeurs de cette thèse, nous procéderons selon que le titre du chapitre l'indique, par divisions et sub-divisions des rapports de production.

Nous commencerons par définir les rapports de production; ensuite nous présenterons la "faiblesse théorique" de Bettelheim en ce qui a trait à ces mêmes rapports, pour scruter en dernier lieu les différents types de rapports de production (rapports de propriété, d'exploitation, de répartition, etc.) qui se présentent dans la formation sociale soviétique, et plus particulièrement ceux qui touchent directement aux entreprises d'Etat. Généralement, à l'intérieur de ces types de rapports, un point spécifique que Bettelheim défend sera localisé, analysé et critiqué.

3.2 GENERALITE ET DEFINITION DES RAPPORTS DE PRODUCTION:

Marx, dans **Travail salarié et capital** définit les rapports de production d'une façon globale:

Dans leur totalité, les rapports de production forment ce qu'on appelle les rapports sociaux, la société, et notamment, une société à un stade de développement historique déterminé, une société à caractère distinctif original. (Marx/Engels, 1978C:78)

Pour ne rien laisser au hasard, il est bon de mentionner que ces rapports de production, en plus de former des "rapports sociaux", se différencient des rapports techniques de production. Différence qui vient de ce que les rapports techniques font le lien entre les agents et la machine ou la nature, et que les rapports sociaux établissent le lien entre les agents entre eux, dans le procès de production. Comme l'explique Harnecker:

Les rapports sociaux de production sont les rapports qui s'établissent entre les propriétaires des moyens de production et les producteurs directs dans un procès de production déterminé, rapports qui dépendent du type de rapport (propriété, possession, disposition) qu'ils ont avec les moyens de production. (Harnecker, 1974:38)

Conséquemment, dans toute société, il peut se présenter deux types de rapports sociaux de production qui dépendent directement de deux formes de propriété des moyens de production: en premier, le rapport d'exploitation qui existe lorsque l'ouvrier est obligé de vendre sa force de travail au propriétaire des moyens de production - rapport capitaliste sans équivoque; et en second, le rapport de collaboration réciproque, à l'intérieur duquel il existe une propriété sociale des moyens de production et où l'exploitation d'un groupe par un autre est pratiquement impossible; les rapports socialistes sont de ce type.

Il est essentiel avant d'aller plus loin, de souligner l'importance du concept de totalité, que nous avons ébauché dans notre perspective théorique. Comme le souligne Marx, les différents moments (production, distribution, etc.) ne sont pas identiques, mais ils font tous parti de cette totalité "organique". Ce qui implique qu':

Une production déterminée détermine donc une consommation, une distribution, un échange déterminés, les rapports déterminés que ces différents moments ont entre eux. A vrai dire, la production elle aussi, sous sa forme unilatérale, est, de son côté, déterminée par les autres moments. (Marx, 1977:165)

Il faut bien noter que c'est la réciprocité dans l'interaction des moments qui caractérise ce concept de totalité. On ne peut pour se faciliter la tâche, séparer, cloisonner ou scinder certains moments pour les analyser individuellement. Leurs interrelations font parties de leur existence même.

3.3 LA FAIBLESSE THEORIQUE DE BETTELHEIM:

La définition que Bettelheim nous propose des rapports de production se présente ainsi:

On désigne, par ce terme, un système de places assignées aux agents de la production par rapport aux principaux moyens de production... L'action des rapports de production se manifeste notamment par leurs effets sur les porteurs des différentes fonctions: elle peut constituer ces porteurs en classes. (Bettelheim, 1971:57)

On constate que Bettelheim est incapable de saisir la nature de la relation sociale et qu'il est plus préoccupé et intéressé par les "agents" et les "porteurs" à l'intérieur des rapports de production que par les rapports eux-mêmes. Pourtant plus loin, il confirme notre définition en ces termes:

L'ensemble des rapports sociaux de production, des rapports idéologiques et politiques constitue une structure complexe dont les éléments sont réciproquement "causes" et "effets" les uns des autres. (Bettelheim, 1971:60)

Indéniablement, c'est réellement dans son chapitre sur la propriété d'Etat et les entreprises, que Bettelheim tente, sans vraiment y réussir, de mettre en évidence et au premier plan, un ensemble de relations politiques qui, on ne sait par quelle magie, jouerait ou aurait la même fonction qu'une structure de "relations économiques". C'est dans sa remarque III que Bettelheim écrit:

Parce que la domination de classe ainsi rétablie est liée à la domination des rapports sociaux capitalistes qui existent

encore, mais qui n'occupent qu'une place subordonnée, pendant la période antérieure de transition, tant que la bourgeoisie d'Etat ne domine pas l'appareil politique. La domination de la bourgeoisie d'Etat tend, fondamentalement, à assurer une large extension aux rapports marchands et calcul monétaire. En conséquence, la propriété d'Etat tend de plus en plus à n'être qu'un simple rapport juridique qui ne s'articule pas sur des rapports économiques effectifs (des rapports planifiés jouant un rôle dominant). (Bettelheim, 1971:88)

Donc schématiquement, Bettelheim est convaincu que ces "relations politiques" ont effectivement changé ou transformé la structure de l'économie soviétique; que celle-ci a passé de la domination des relations de propriété socialistes à la domination des relations de propriété capitalistes et de ce fait même, les éléments de la dynamique socio-économique capitaliste commande à présent l'économie.

En voulant coûte que coûte établir la nature capitaliste de cette formation, sur les seuls rapports politiques avec la bourgeoisie d'Etat comme appui, Bettelheim ne s'occupe pas suffisamment et néglige l'articulation des autres rapports sociaux:

Devenant, indirectement, le critère unique, de la nature d'une société, les rapports politiques prennent le statut de rapport social fondamental, niant ainsi l'unité contradictoire des différents rapports réels. (Andreff, 1978:247)

C'est ici qu'on voit l'importance du concept de totalité et de réciprocité. On ne peut se baser, à la manière de Bettelheim, que sur l'un des rapports, car chacun de ceux-ci a son impact sur les autres et vice-versa. Ticktin reproche aussi au professeur son sens d'univocité:

Bettelheim's error is that he perceives entities which are not internally related and do not interpenetrate but are wholes which are either in a process of antagonism or of absorption. Put another way he produces generalization or isolated postulates rather than abstractions from the empirical reality. (Ticktin, 1976:22)

Bettelheim semble ignorer et, on doute qu'il se pose même la question, à savoir quels sont les rapports les plus courants et les plus répandus à l'intérieur d'une société? Il est d'avis que les rapports économiques viennent en seconde place vis-à-vis les rapports politiques. C'est pourquoi il situe le centre de gravité des transformations dans la région "politique"; ce qui a comme conséquence que le système est perçu de sa part, comme en train de se réembourgeoiser et de revenir aux pratiques capitalistes. Considérer comme le fait Bettelheim, le "politique" comme la base des tendances socialistes et les relations économiques comme support des influences déformatrices ne peut se justifier que par une **erreur théorique de conception** du passage du capitalisme au socialisme. Nous sommes d'avis que le

pouvoir des "relations politiques" donne plutôt aux relations économiques, dans un système socialiste, la suprématie de la détermination et de la direction des relations sociales qui émanent généralement de la base économique. Hindess, semble avoir détecté à quel niveau Bettelheim commet cette erreur théorique:

The equivocation here concerns the conceptualization of the structure of the state apparatus and, in particular, the conditions of articulation of political and economic relations in the period of transition constituted by state property in the system of state enterprises. (Hindess, 1976:12)

Nous croyons aussi que Bettelheim interprète cette phase du passage transitoire en relation avec la structure de l'appareil d'Etat et spécialement au niveau de l'articulation des relations "politico-économiques", d'une façon univoque et incorrecte. C'est évident que l'aspect "politique" du système est très important, par contre il ne fait aucun doute que les rapports économiques couvrent une grande majorité des aspects de la vie sociale et de ce fait, leurs caractères sont, à notre avis, plus décisifs et déterminants pour la formation, si nous les comparons aux rapports politiques.

Pour éclairer cette équivoque, nous devons procéder en tenant compte dans notre appréciation, de la totalité des

rapports sociaux de production et de leur articulation à l'intérieur du secteur d'Etat et plus spécifiquement dans le domaine des entreprises d'Etat. Nous devons repousser la tendance que nous offre Bettelheim de repérer la nature capitaliste d'une société à partir d'un sous-ensemble de rapports sociaux - les rapports politiques - qui à eux seuls, et d'après leurs critères, décideraient de la nature de la totalité sociale. Ce que Bettelheim rejette comme tiers, nous devons l'admettre comme possibilité; i.e. qu'objectivement, il est raisonnable qu'une formation sociale puisse exister tout en accommodant dans ses relations articulaires des éléments socialistes et capitalistes, aussi contradictoire cette société soit-elle.

Pour remplir l'objectif de notre thèse et pour infirmer les déclarations de Bettelheim au sujet de la formation sociale soviétique, nous présenterons à tour de rôle, la position de celui-ci sur des points très spécifiques - à l'intérieur des rapports de production - et, suivront ensuite nos contre-arguments. Par cette procédure, nous visons à démontrer que la double séparation au niveau des entreprises d'Etat, la différenciation des rôles d'exécution et de direction, le plan par l'entremise des catégories marchandes (monnaie, marché) ainsi que le concept de capitalisme d'Etat - donc sa base théorique - sont insuffisants pour rendre compte du caractère

"capitaliste" de la formation soviétique et spécifiquement de la domination du mode de production capitaliste au niveau des rapports économiques qui sont entretenus dans cette société.

3.4 LES RAPPORTS DE PROPRIETE ET LA QUESTION JURIDIQUE:

Tous savent que les produits fabriqués par l'homme sont le résultat du regroupement de trois éléments: la matière première qui est façonnée, donc qui est l'objet du travail; l'instrument du travail ou le moyen de production qui selon les époques, peut être un levier rudimentaire ou un ordinateur très complexe; et enfin pour mettre en marche ces outils, nous avons l'ouvrier qui représente le sujet du travail.

Ayant confirmé plus haut que Bettelheim conçoit les entreprises d'Etat comme faisant partie d'une relation économique articulée et spécifique de possession et de propriété, il définit cette possession: "par la capacité de mettre en oeuvre les moyens de production". (Bettelheim, 1971:58) En ce qui regarde la propriété, elle est formée:

Par le pouvoir d'affecter les objets sur lesquels elle porte, et tout particulièrement les moyens de production à des utilisations données et de disposer des produits obtenus à l'aide de ces moyens de production.
(Bettelheim, 1971:58)

Ces définitions correspondent assez bien aux éléments de la théorie marxiste, i.e. les forces productives et les relations de production. C'est lorsque le côté juridique du problème est envisagé que Bettelheim se trouve dans l'incapacité de rétorquer. Mandel et Milliband critique avec raison celui-ci en ce sens :

To claim, as do Bettelheim and his school, that property in the means of production is collectivised only juridically, and that the enterprises actually own a good portion of their means of production, is to misunderstand the reality of Soviet planning and its results. (Mandel, 1978:35)

Il est évident que la représentation selon laquelle le socialisme se définit suffisamment par l'abolition de la propriété privée et par la mise en place d'un régime socialiste ne répond pas à notre avis, à la "totalité" des relations socialistes dans la société. Cependant nous devons émettre certaines réserves devant l'obstination de Bettelheim qui affirme que: "the transformation of the juridical forms of property is not sufficient to bring about a transformation in the relations of production". (Milliband, 1975:60) Bettelheim doit comprendre que la suppression de la propriété privée des moyens de production incorpore néanmoins une scission radicale avec l'ancien mode de production. Cette suppression, faite en U.R.S.S. par une révolution sociale, crée une nouvelle situation

dans laquelle le système peut diriger ses tendances vers certains objectifs et vers une nouvelle finalité économique. L'émergence de nouveaux rapports de production dépend évidemment de nouvelles fonctions à l'intérieur de nouveaux moyens institutionnels qui remplacent les anciens. Ce sont ces nouveaux rapports sociaux et ces nouvelles méthodes de direction et de contrôle qui vont décider, selon leur efficacité, dans quel sens les mesures d'étatisation constitueront une véritable socialisation.

Donc ce premier pas, de suppression de la propriété privée ne constitue pas, dans toute révolution sérieuse, un simple geste juridique ou politique. Bettelheim doit saisir que c'est le niveau économique et sa base qui sont visés et remaniés. Un chambardement radical s'effectue au niveau de la production, consommation et répartition. Réduire les rapports économiques dans leur ensemble, aux formes institutionnalisées de la propriété, revient à dénier à la révolution sociale les acquis si chèrement gagnés. Alléguer comme il le fait que :

Ces formes juridiques de "propriété sociale" (même celle de l'Etat) laissent subsister le caractère privé de la propriété capitaliste (celle-ci est, alors, une propriété capitaliste "sociale"... Ce caractère privé tient précisément à ce que cette propriété est celle d'une classe... Le développement des formes juridiques "sociales" de la

propriété capitaliste entraîne la
dissociation des agents de la propriété et de
ceux de la possession. (Bettelheim, 1971:63)

est à la fois regarder que d'un oeil l'ensemble des relations sociales et considérer les rapports légaux comme une simple chimère. C'est avec une conception de la sorte des rapports juridiques, que Bettelheim veut nous convaincre qu'on peut aller jusqu'à considérer la question de ces rapports de propriété comme un fait sans aucune importance, comme un fait n'affirmant rien de sérieux ou d'intéressant du côté de la nature des rapports économiques. Sur ce point-ci, son école de pensée a fait tache d'huile. Par exemple, Bajt interprète Marx comme suit sur la nature des rapports juridiques:

Selon Marx, la structure de propriété de la société (au sens juridique) peut être une véritable "illusion bourgeoise". La vraie structure de propriété de la société n'apparaît que si l'on connaît la structure de répartition des produits. (Bajt, 1980:53)

La tendance des rapports de propriété et leur existence réelle sont délimitées beaucoup moins par le domaine de consommation/distribution que par celui des rapports économiques ou de production. Bien que:

L'essence des rapports de propriété ne se situe pas sur le terrain de la volonté et du droit, mais sur celui des rapports

économiques concrets. En dehors de la production, les rapports de propriété restent des rapports purement abstraits. (Kolacek, 1971:29)

Pour sortir de cette conception "anti-juridique" restreinte, Bettelheim devrait accepter que l'étatisation instaurée au début de la révolution n'est qu'un pas initial vers la socialisation réelle et totale de la société. Pour être consistant, il est juste de dire que: "the socialization of the means of production is a **process** and not a once-for-all act". (Brus, 1973:90) L'étatisation est une forme incomplète de socialisation et non pas quelque chose de contradictoire.

Engels écrit dans son **Anti-Dühring**: "le prolétariat s'empare du pouvoir d'Etat et transforme les moyens de production **d'abord** en propriété de l'Etat". (Engels, 1963: 319) La méthode du socialisme scientifique conçoit la propriété étatique des moyens de production comme le début de la véritable socialisation, sans faire une équivalence entre cette socialisation et la simple suppression de la propriété privée. Est-il possible d'imaginer une manière de permettre à ceux qui détiennent les moyens de production de créer un système intérieurement coordonné des forces économiques sans l'existence d'un monopole de toute la société sur l'ensemble des facteurs matériels de la production? Pour éliminer et balayer sur une base permanente, les rapports d'exploitation qui se multiplient

par l'entremise de la propriété privée des moyens de production, existe-t-il une alternative autre que la socialisation à long terme de ces moyens de production pour que l'ensemble de la société puisse avoir "son droit" aux bénéfices sociaux?

En ce sens, nous sommes d'accord avec Dallemagne que l'étatisation constitue le "fondement" de la transition. Les tâches de celle-ci sont effectivement l'étatisation du système de propriété pour développer les forces productives et le développement de ces dernières pour socialiser le système de propriété. Maintenir et défendre le caractère formel du système de propriété étatique de la part de Bettelheim:

C'est croire que la transformation des rapports de production et leur articulation en un mode de production socialiste procèdent de lois de fonctionnement propres à la transition, coercitives et externes à l'égard de l'Etat ouvrier. (Dallemagne, 1975:42)

QUATRIEME CHAPITRE

LES ENTREPRISES D'ETAT

4.1 L'ENTREPRISE COMME APPAREIL CAPITALISTE:

On peut dire que les conditions matérielles de production où s'effectue le travail en U.R.S.S. sont bien représentées par les entreprises d'Etat.

C'est par l'analyse de celles-ci que Bettelheim tient vraiment à prouver sa thèse du capitalisme d'Etat. Voici brièvement les arguments et les points essentiels qu'il utilise en ce qui concerne ces moyens de production. Pour lui, l'entreprise signifie:

Une forme d'unité de production
caractéristique du mode de production
capitaliste et dont la transformation
radicale est nécessaire à l'élimination
effective des rapports marchands.
(Bettelheim, 1971:93)

Il est à remarquer que cette définition apparaît plutôt en terme de conclusion; i.e. une fois qu'il a terminé son analyse des entreprises dans le chapitre sur "La propriété d'Etat dans les formations sociales en transition". En rebroussant chemin, on peut comprendre pourquoi celui-ci arrive à une telle conclusion. Dans ce chapitre, il déclare dans ses remarques que:

Différents procès de production ne peuvent être maîtrisés que séparément au sein de diverses unités de production. Les unités de production... qui exercent cette maîtrise sur ces procès séparés... sont, par là même, possesseurs des moyens de production qu'ils mettent en oeuvre. (Bettelheim, 1971:68)

Il est aussi d'avis que dans la majorité des pays "socialistes", cette possession des moyens de production revient à des "entreprises" qui, avec la consolidation des rapports juridiques se métamorphosent en "sujets juridiques". Cependant, si nous regardons plus loin que les sujets juridiques nous dit le professeur, il se trouve que la possession effective des moyens de production n'est pas entre les mains des travailleurs, mais bien des "dirigeants d'entreprise" et des "directeurs" de celles-ci nommés par l'Etat. Donc ce sont ces "dirigeants" et "directeurs" dans la limite imposée par la propriété d'Etat qui disposent des moyens de production et de leurs produits.

La pluralité de ces capacités de disposition, "enracinées" chacune dans une entreprise déterminée, est une des bases objectives des échanges marchands entre unités de production. (Bettelheim, 1971:69)

En somme, Bettelheim imagine ces unités de production comme indépendantes et semblables à une propriété collective de travailleurs qui aurait le pouvoir de déterminer elle-même ce qu'elle va produire, à quel rythme, à qui ses produits seront vendus et à quels prix. Finalement, il délimite sa thèse comme suit:

L'"entreprise" (au sens stricte du terme)
est un appareil
capitaliste, un des lieux où
s'articulent des rapports sociaux
capitalistes et au sein duquel ces rapports
se reproduisent. (Bettelheim, 1971:71)

Ce caractère "capitaliste", le professeur l'explique à partir de la structure de l'entreprise qui selon lui "revêt la figure d'une double séparation". En premier nous retrouvons la séparation des travailleurs de leurs moyens de production qui se trouveraient entre les mains des directeurs et dirigeants, qui, après avoir acheté la force de travail sur le "marché", activent ces moyens de production. En second vient la séparation des entreprises entre elles; ce qui signifie que l'organisation du travail et de la production est indépendante au niveau de chaque entreprise. Cette double séparation occasionne selon Bettelheim le maintien et la persistance des relations marchandes à l'intérieur du système des entreprises d'Etat. De plus: "cette double séparation constitue la **figure centrale** du mode de production capitaliste, celle qui sert de support à l'ensemble des contradictions de ce mode de production". (Bettelheim, 1971:71-72)

L'échelon idéologique et politique n'est pas laissé de côté. Au contraire Bettelheim est assuré que l'"entreprise", comme unité de production, garantit cette séparation premièrement par des rapports idéologiques précis: "autorité" de

la direction, organisation "hiérarchique" interne de l'entreprise, "division sociale du travail" en manuel et intellectuel. Viennent ensuite les rapports politiques incluant l'autorité "juridique" de la direction, du "contrôle" opéré de bas en haut et de "sanctions" parfois sévères.

C'est à ce stade-ci que nous attaquerons et critiquerons ces mêmes arguments idéologiques et politiques contenus à l'intérieur de cette double séparation: i.e. la séparation comme telle des ouvriers de leur moyens de production et la séparation des entreprises entre elles. Tant qu'à la force de travail "achetée sur le marché", et de la conséquence de cette double séparation - le maintien et la persistance selon Bettelheim des relations marchandes - ces deux aspects du problème seront critiqués dans des parties différentes, i.e. dans les rapports d'exploitation et les rapports marchands.

Selon ce qui a été dit antérieurement, nous sommes d'avis que Bettelheim commet une erreur d'interprétation de la phase transitoire, en relation avec la structure de l'appareil étatique et spécialement au niveau de l'articulation des relations "politico-économiques". Nous avons précisé sa faiblesse, il accorde trop d'importance aux rapports politiques et pas assez d'attention aux rapports de production. C'est dans le même sens que notre critique se poursuit.

4.2 CONJONCTURE DIFFERENTIELLE ET DEGRE DE SEPARATION:

Les données de Bettelheim soutiennent que l'appareil d'Etat soviétique joue un rôle prépondérant dans la structure des relations capitalistes. Selon lui:

La portée réelle de la propriété d'Etat dépend des rapports réels existant entre la masse des travailleurs et l'appareil d'Etat. Si cet appareil est vraiment et concrètement dominé par les travailleurs (au lieu d'être placé au-dessus de ceux-ci et de les dominer), la propriété d'Etat est la forme juridique de la propriété sociale des travailleurs; par contre, si les travailleurs ne dominent pas l'appareil d'Etat, si celui-ci est dominé par un corps de fonctionnaires et d'administrateurs et s'il échappe au contrôle et à la direction des masses travailleuses, c'est ce corps de fonctionnaires et d'administrateurs qui devient effectivement propriétaire (au sens d'un rapport de production) des moyens de production. (Bettelheim, 1971:87)

Si nous suivons la logique de Bettelheim qui croit que l'appareil d'Etat, par sa fonction bureaucratique et ses degrés hiérarchiques assure la conservation de la séparation des travailleurs de leurs moyens de production; il est naturel et normal d'assumer que ce même système d'entreprises d'Etat, qui est le noyau de l'économie et de la production, doit faire appel obligatoirement dans cette période transitoire à un appareil de contrôle politique et administratif centralisé. La raison de ce geste est d'empêcher que le fonctionnement des unités de

production ne tombe sous la férule des relations capitalistes, ce qui entraînerait une subordination aux exigences du marché. Il est à noter que certaines restrictions sur le mode de contrôle sont dues aux conditions particulières d'existence des entreprises. En effet, la forme spécifique de la socialisation partielle et incomplète de l'économie entraîne deux conséquences majeures: le socialisme ne pouvant être construit dans un seul pays, le caractère ambivalent et contradictoire des mesures adoptées, du fait de leur insuffisance, ne peut être surmonté dans les cadres de l'Etat ouvrier. Ceci au niveau politique car:

La société socialiste n'étant pas instaurée, la dictature du prolétariat est essentiellement la lutte anticapitaliste, alors même que l'Etat ouvrier ne peut s'abstraire des catégories marchandes qui contiennent en germe la restauration du capitalisme. (Dallemagne, 1975:110)

Tant qu'au niveau économique, la valeur n'étant que partiellement abolie, l'Etat ouvrier est dans l'obligation d'accroître dans une bonne mesure ses forces productives qui supportent le système sans par contre avoir la possibilité de leur imposer des rapports de production uniquement socialistes. Ce qui a comme conséquence que les ouvriers ne peuvent contrôler complètement le procès et les conditions de production.

Ce contrôle partiel et incomplet de la part des ouvriers sur leurs moyens de production, les force à recourir à des tactiques administratives et quelque fois politiques pour faire valoir leurs revendications. C'est aussi ce qu'en déduit Hindess:

The interests of the workers must be represented at the level of the organization of the economy as a whole in the form of an indirect political and administrative control. The representation of those interests will itself be partial and incomplete as a result of the economic and political differentiation imposed by the necessity of a political and administrative hierarchy and by the extensive political and ideological limitations of bourgeois rights. (Hindess, 1976:16)

Donc, il est évident que le prolétariat, dans sa relation avec l'appareil d'Etat, ne contrôle pas "concrètement" et complètement leurs moyens de production et les organes de la sphère politique. Par ailleurs, rien ne prouve que sans ce contrôle complet des ouvriers sur l'appareil gouvernemental, une bourgeoisie d'Etat ou une classe capitaliste a pris le pouvoir et administre l'économie à leur guise. Le problème est plus complexe qu'on le croît.

Dans la même perspective, on se doit d'être perplexe lorsque Bettelheim parle des "limitations" apportées à l'"autonomie" des entreprises et que celles-ci sont l'"effet" de

rapports de production qui: "peuvent être des rapports socialistes, dans la mesure où ils assurent réellement la domination des travailleurs sur les conditions de la production". (Bettelheim, 1971:70) Qu'entend-t-il exactement par "domination"? Associe-t-il ce concept au mode de production socialiste? Le considère-t-il sur le côté de la légitimité? Si tel est le cas, ce concept aussi juste soit-il peut varier selon qu'on l'interprète de différentes façons.

Ticktin trouve lui aussi que l'emploi de ce terme porte à caution: "The problem is that a definition in terms of domination is susceptible to elastic interpretation. It is explicitly defined as not having to do with control". (Ticktin, 1978:38) Le fait de ne pas utiliser une théorie développée du mode de production socialiste incorporant un concept précis et rigoureux des relations de production socialiste oblige Bettelheim dans le cas du système des entreprises d'Etat à faire coïncider un concept économique - celui des relations de production socialistes - avec un autre concept plutôt flou qu'il croit être ses conditions politiques d'existence. C'est par l'analyse de l'organisation de la production, du contrôle politique et des objectifs de la planification que nous comprendrons pourquoi la notion de "domination" doit faire place à celle de "contrôle" qui est plus concrète.

4.3 ORGANISATION, CONTROLE POLITIQUE ET OBJECTIFS PLANIFIES:

La menace de la reproduction des relations capitalistes de possession dans le système même des entreprises d'Etat, nécessite d'une façon obligatoire un contrôle hiérarchique au niveau de la gérance à l'intérieur de chaque entreprises et un mode d'organisation de la production ayant comme fonction de soumettre les ouvriers aux déterminations et aux objectifs de la direction en plus de se plier aux normes et aux exigences du calcul monétaire. Ces dispositions resteront en place tant et aussi longtemps que les ouvriers ne prendront pas en main leur propre destinée dans leur propre pays pour commencer et globalement pour terminer.

Un réflexe conflictuel de la part des travailleurs est réaliste et prévisible. Par contre il faut garder en mémoire que cette friction entre les ouvriers et les contremaîtres n'est pas de même nature que dans le mode de production capitaliste. Ce conflit naît à l'intérieur des conditions de travail, i.e. entre certains secteurs ouvriers et certaines catégories d'administrateurs de l'Etat. Cette situation peut être considérée comme normale et temporaire dans une phase intermédiaire de développement d'une formation sociale. Hindess fait ressortir cette spécificité. Pour lui ce conflit:

Cannot be interpreted as a conflict between representatives of "the bureaucracy" and the workers and still less as a conflict between, say, a class of bureaucrats (Bettelheim's "state bourgeoisie") and a class of workers. (Hindess, 1976:13)

Cette radicalisation de la part de Bettelheim - le fait d'exclure la possibilité d'un "tiers état" entre le capitalisme et le socialisme (voir chapitre II, section 2.4) porte celui-ci à émettre l'hypothèse, qui découle justement de cette radicalisation, que les ouvriers affrontent rien de moins qu'une nouvelle classe capitaliste et que le conflit est similaire à ce que l'on retrouve dans les formations capitalistes. Rien n'est plus équivoque. Voyons pourquoi.

Si nous prenons comme hypothèse qu'il est essentiel d'avoir en place dans les entreprises, pour des raisons que nous avons mentionnées précédemment, un système de contrôles hiérarchiques au niveau de la gérance des unités de production, alors logiquement, pour avoir des relations socialistes dominantes dans ces mêmes unités, il est absolument fondamental que les opérations de ces unités soient soumises et subordonnées aux intérêts de classe des travailleurs. Pour établir cette subordination sans conflit majeur, l'appareil d'Etat, à travers ses institutions prolétariennes est tout indiqué. Par exemple, Lénine était d'avis que l'efficacité des syndicats soviétiques dans la période transitoire, ferait pencher la balance en faveur

des Soviets.

Sans un fondement tel que les syndicats, il est impossible d'exercer la dictature, de s'acquitter des fonctions d'Etat. Il faut les assumer par le canal de diverses institutions, d'un type nouveau elles aussi: par l'intermédiaire de l'appareil des Soviets. (Lénine, 1977:13)

Il n'est pas nécessaire de commenter à ce sujet, nous présumons que tous connaissent la présente situation des syndicats en U.R.S.S.; sinon on a qu'à jeter un coup d'oeil sur les syndicats polonais et plus particulièrement sur "Solidarité" pour se rendre compte de la situation réelle. D'accord que la Pologne n'est pas l'U.R.S.S., mais tout de même on peut dire qu'il existe une similitude à deux points de vue: au niveau des revendications et au niveau de l'appareil dirigeant. Les revendications sont bien connues: biens de consommation en quantité suffisante, élimination des quotas sur divers articles ménagers, un salaire plus élevé, contrôle de la production et de la planification, etc. En ce qui regarde l'appareil dirigeant, nous sommes d'accord pour dire avec Sweezy que:

The best that could come of the Polish upheaval of 1970 would be if the workers not only of Poland but of the whole Soviet bloc would draw the lesson that what they need is not a new leadership which claims to represent their interests but a new regime which does in fact represent their interests because it is under their own control. (Sweezy, 1980:44-45)

En termes concrets, ceci veut dire présenter et mettre en action une alternative à la situation présente en Pologne. C'est-à-dire participation au contrôle de la production, de la planification en tant qu'éléments décisifs et non fictifs. Déterminer, orienter et changer si nécessaire, les conditions de travail pour par la suite améliorer la qualité de vie.

En dernière analyse, même si certains auteurs contemporains font éloge des syndicats soviétiques, il est cependant difficile, sinon impossible, de démontrer qu'aujourd'hui (donc 60 ans après la révolution) ces syndicats opèrent en définitive un contrôle ouvrier de qualité qui se répercute sur l'économie. Sans aller en profondeur, Ticktin démontre que certains procès de production en U.R.S.S. laissent à désirer :

Production is done at the minimum level possible and since there is effectively neither sanction nor reward as they cannot be dismissed nor receive effective monetary compensation for extra effort they produce goods at the lowest possible quality with the slowest speed and minimum effort. (Ticktin, 1973:40)

Même avec ces inconvénients qui perturbent le secteur productif, l'appareil se doit d'agir en vue d'établir une maîtrise constante du procès de production par le contrôle politique et les objectifs de la planification.

Pour ce faire, les entreprises n'ont d'autre choix que de se plier aux volontés politiques qui intercèdent par l'entremise des différents départements de l'Etat et par l'organisation structurelle de la production; ce qui évite une résurgence des relations capitalistes qui menaceraient de s'installer en permanence et de prendre une position dominante. Ce degré obligatoire de subordination des entreprises aux organismes de contrôle de l'Etat vise en réalité des buts très précis:

The mechanisms of control have to respect the fundamental financial exigencies of enterprises: they must operate either directly through monetary costs and prices, through financial targets and controls and financial accounting... The governmental planning apparatus is therefore constrained to a significant degree to conduct its calculations and accounting in monetary terms. (Hindess, 1976:14)

Ceci signifie que le côté marchand et financier des entreprises est pris en considération. Ces entreprises ne peuvent pas opérer librement, sans se soucier des conséquences; c'est pourquoi elles doivent suivre certaines directives en ce qui touche aux prix, aux coûts et à leurs dérivés. Les revenus et les dépenses sont contrôlés et balancés selon les objectifs en présence. Finalement, l'appareil de planification (le plan que nous détaillerons plus loin) peut s'il le juge nécessaire, faire varier les prix, les ajuster à différentes conditions

sociales, et même imposer certains prix spécifiques pour différents produits au niveau de la consommation.

Essentiellement, ce qu'il faut noter et retenir se trouve dans le fait que ces entreprises doivent fonctionner avec l'utilisation d'un mécanisme de prix, et que le calcul, à tous les degrés, s'effectue en termes de catégorie monétaire.

Comment justifier à présent, l'affirmation de Bettelheim qui soutient que les entreprises d'Etat sont indépendantes et qu'un commerce existe entre elles? Deux contre-arguments seront utilisés ici pour démontrer qu'on ne retrouve aucun système d'échange de marchandise généralisé entre les entreprises d'Etat.

En premier lieu, Ticktin commente ainsi:

The enterprise is not able to determine prices, wages, its sources of supplies or its buyers. For that matter it cannot really determine by itself what it is to produce. Bettelheim knows this but he does not stress these aspects. (Ticktin, 1976:23)

Donc il faut voir qu'une unité de production, limitée dans tous ces domaines, ne correspond pas exactement à ce que l'on pourrait qualifier d'"entreprise capitaliste commerciale". De plus, aucune compétition n'est allouée entre ces entreprises et même certaines fonctionnent à perte. Si ces entreprises avaient

leur indépendance, sans doute que celles qui sont déficitaires n'hésiteraient pas à changer leur production (ce qu'ils produisent) pour quelque chose de plus rentable. Le fait que l'entreprise ne peut même pas déterminer les salaires, confirme que celle-ci doit absolument suivre des directives de quelque part; i.e. de la direction administrative ou des organes supérieurs.

Bellis s'attaque plutôt à l'aspect marchand des moyens de production:

The means of production do not have the character of commodities... So long as the mass of the principal means of production do not themselves "circulate" ... there is no basis for the assumption that profit has become the motive force of economic growth and that investment is allocated and re-allocated between enterprises in accordance with the dictates of market forces. (Bellis, 1979:188)

Il s'agit uniquement de voir si nous retrouvons en U.R.S.S. la vente d'"entreprises" ou de "commerces" comme dans les pays capitalistes. La réponse est simple. l'Etat n'a aucun intérêt dans la vente de ces unités de production, même à des groupes de travailleurs; ceci pour la bonne raison que son contrôle n'existerait plus, que la production aurait des tendances sans doute anarchique (production de produits les plus rentables), et que ces entreprises qui seraient dans ce cas

"indépendantes", agiraient vis-à-vis leurs ouvriers probablement d'une façon différente; en ce sens que les menaces de licenciement, d'augmentation du rythme de production, etc. seraient monnaie courante.

On peut en conclure que Bettelheim, au lieu de tenter d'éclaircir le centre du problème - les catégories réelles - préfère rester à la périphérie et se référer plutôt aux "indicateurs" de ces catégories: bonis, contrôle bancaire, profit, etc. Il va même donner une grande importance aux réformes qui ont eu lieu en 1965. Nous saurons dégonfler cette importance et montrer l'impact restreint de ces réformes plus loin dans notre recherche.

Pour reprendre au sujet du contrôle, nous disions que l'entreprise doit en premier, opérer à l'intérieur de normes financières et monétaires. Une autre condition rentre en ligne de compte pour maintenir cette subordination des entreprises. Celles-ci sont dans l'obligation de se délimiter des buts ou des objectifs et non pas d'opérer selon les "critères du marché" comme le font les entreprises capitalistes.

The "technical" planning apparatus can function only if it has objectives. Its "technical" monetary calculations and accounting will always be a function of a definite politics of planning. (Hindess, 1976:14)

En conséquence, si des restrictions et des normes sont imposées sur le système des entreprises d'Etat, c'est pour la simple raison que ces entreprises ont des objectifs précis à remplir. C'est pourquoi une orientation leur est donnée et qu'elles doivent la suivre. Le même principe s'applique pour le calcul monétaire. Ce n'est pas parce qu'une société est dite "socialiste" que toutes prévisions, tenues de livres et calculs doivent disparaître. La direction économique d'une société "socialiste" doit être un processus logique, rationnel et prévisible. Ces transformations effectuées par la révolution doivent porter fruit et s'imposer comme nouvelles finalités économiques et sociales.

Un autre point important qu'il ne faut pas oublier, est le fait que nous retrouvons ici un lien indéniable entre la fonction planificatrice économique et le contrôle politique des objectifs. L'un ne va pas sans l'autre dans la formation soviétique, car tout ce qui se rapporte au progrès économique est automatiquement relié plus ou moins à l'appareil politique de l'Etat. Une décision politique oriente une production économique qui en retour, procure à l'appareil de planification des données qui serviront à prévoir et à planifier pour le futur. Pour ne pas empiéter sur le chapitre des rapports de répartition qui touche spécialement à la planification, nous terminerons en disant que les objectifs de la planification

centrale des entreprises d'Etat sont liés d'une manière irréfutable aux contenus et aux décisions politiques même si ceux-ci sont explicités en termes économiques ou monétaires.

CINQUIEME CHAPITRE

SALARIAT, PLUS-VALUE ET SURTRAVAIL

Cette partie de la thèse regroupe des thèmes clés et complémentaires à l'intérieur de la notion des rapports d'exploitation. Il s'agit du mode de production, du déterminisme économique, de la force de travail et de la plus-value.

Ouvrons le débat en nous demandant si réellement, la position dominante - selon l'hypothèse de Bettelheim - d'une strate de fonctionnaires et d'administrateurs vis-à-vis l'appareil politique de l'Etat, suggère fortement un renversement ou une transformation dans la structure de l'économie des relations socialistes dominantes vers la domination des relations capitalistes et de ce fait, de la dominance du mode de production capitaliste?

Si l'on s'en tient à la théorie marxiste, c'est le mode d'appropriation du surtravail propre au mode de production qui constitue l'élément clé et déterminant dans le concept de mode de production. Bettelheim s'accroche à l'argument de l'existence d'un système de capitalisme d'Etat dirigé par une bourgeoisie qui aurait en sa possession la propriété collective des moyens de production. En conséquence, en plus d'avoir des

relations capitalistes au niveau des entreprises, Bettelheim ne renonce pas à l'idée que le processus de production dans sa globalité, est dominé par des relations capitalistes, ce qui signifie pour lui, la domination du mode d'appropriation capitaliste du surtravail et de la plus-value pour une classe capitaliste.

5.1 LE MODE DE PRODUCTION:

Pour saisir la forme spécifique et la différenciation de la nature économique de la société soviétique par comparaison à d'autres formes d'organisation sociétale, nous avons recours au concept de mode de production. Marx oriente déjà la signification de ce terme dans sa *Critique de l'économie politique*: "Le mode de production de la vie matérielle conditionne le processus de vie social, politique et intellectuel dans son ensemble". L'essentiel de ce que Marx dit ici est que le mode de production conditionne non pas seulement qu'un aspect de la vie matérielle - l'économique, le politique ou l'idéologique - mais bien l'ensemble de ceux-ci, i.e. le regroupement ou la totalité du processus de vie social.

Comparons avec ce qui précède, la formulation qu'en donne Bettelheim:

En fait, lorsque nous abordons l'étude d'une économie réelle... nous devons penser cette économie comme une structure complexe à dominante. Nous saisissons une telle structure comme une combinaison spécifique de plusieurs mode de production dont un est dominant. (Bettelheim, 1968:13)

Même si cette définition date de 1968, il est à remarquer que dans ses analyses plus récentes, Bettelheim tend à s'éloigner de la conception selon laquelle la société toute entière se représente théoriquement comme un système complexe de modes de production. En effet, pour lui, ce n'est pas la société entière, mais plutôt la structure économique d'une société, qui représente un système complexe de modes de production. Cette position entraîne certains problèmes qu'il faut analyser.

Si le mode de production est considéré comme l'élément premier d'une structure complexe qui est la société perçue strictement sous l'angle de l'économie, alors que devient la superstructure idéologique et politique? Bettelheim nous informe qu'il faut chercher ailleurs un concept qui soit représentatif du politique et de l'idéologique, et que le mode de production n'est plus en mesure de remplir cette tâche. Plus précisément, Bettelheim suppose qu'un mode de production n'incorpore pas un type d'agencement idéologique et politique, voire un type d'Etat, même si cet agencement par sa structure, exerce une influence notoire sur le fonctionnement de l'appareil gouvernemental. Ceci contredit à notre avis la position de

Marx selon laquelle le concept de mode de production désigne l'unité complexe de déterminations qui relèvent de l'infrastructure et de la superstructure.

Démantelons le mode de production en ses composantes pour en tirer certaines caractéristiques. Selon Tartarin:

Le mode de production est une structure, c'est-à-dire un ensemble d'éléments liés entre eux par des relations. L'organisation particulière de cette structure spécifie un mode de production particulier. (Tartarin, 1979:1614)

Généralement, tout mode de production comprend des moyens de production, des travailleurs, des propriétaires ou non-travailleurs, le produit et le surproduit. La cohérence de ces éléments est maintenue par des relations variables mais qui normalement suivent le modèle classique, i.e. une relation d'appropriation réelle ou de contrôle, une relation de propriété et une relation de disposition du produit. Donc le mode de production exprime à l'intérieur de la dynamique sociale, de quelle façon nous produisons, en quel sens cette production se déplace et le plus important, comment se fait le partage entre les agents de cette production. Bref, chaque mode de production, soit-il esclavagiste, capitaliste ou socialiste, impose un type particulier d'appropriation du surproduit par les propriétaires des moyens de production.

5.2 LE PROBLEME DU DETERMINISME ECONOMIQUE:

Par contre, et pour revenir à notre critique, nous avons bien pris soin de faire remarquer que la société doit être conçue en terme de "totalité" et que sans nier l'importance primordiale des relations économiques, nous sommes dans l'obligation de revenir à la thèse marxiste qui établit une corrélation entre l'ensemble de la structure sociétale et les formes d'exploitation, plus précisément les formes de domination:

Cette forme économique spécifique dans laquelle du surtravail non payé est extorqué aux producteurs directs détermine le rapport de dépendance, tel qu'il découle directement de la production elle-même et réagit à son tour de façon déterminante sur celle-ci. C'est la base de toute forme de communauté économique, issue directement des rapports de production et en même temps la base de sa forme politique spécifique. C'est toujours dans le rapport immédiat entre le propriétaire des moyens de production et le producteur direct... qu'il faut chercher le secret le plus profond, le fondement caché de tout l'édifice social et par conséquent de la forme politique que prend le rapport de souveraineté et de dépendance, bref la base de la forme spécifique que revêt l'Etat à une période donnée. (Marx, 1976B:717)

Ce qu'il faut retenir est que "cette forme économique spécifique" est à la fois "base de toute forme de communauté

économique" et "base de sa forme politique spécifique". Cette forme économique remplit deux fonctions au niveau de deux instances différentes. En conséquence, la définition initiale donnée plus haut du mode de production (celle de Tartarin), composée d'éléments et de relations pêche par sa limitation et correspond à l'infrastructure ou si l'on veut à l'instance économique. Si nous reprenons la citation de Marx, celui-ci décrit explicitement des rapports entre la forme économique et la forme politique. En supposant qu'une société est dominée par un type particulier de mode de production, n'est-il pas permis de prévoir et même de constater que les pratiques extra-économiques puissent s'aligner et s'orienter en utilisant comme repère la base économique?

Nous y croyons, et de ce fait, nous prenons cette possibilité - de la prééminence de la base économique sur les autres instances (politique et idéologique) - comme hypothèse. La justification de cette position se fera par deux auteurs reconnus, M. Godelier et A. Cutler.

Pour Godelier, cette prééminence de l'infrastructure découle de deux raisons réciproques:

Pour qu'une activité sociale - et avec elle les idées et institutions qui lui correspondent et l'organisent - joue un rôle dominant dans le fonctionnement et l'évolution d'une société... Il ne suffit pas qu'elle assume plusieurs fonctions, il faut nécessairement qu'elle assume directement,

en plus de sa finalité et de ses fonctions explicites, la fonction de rapport de production. (Godelier, 1978:51)

L'Etat n'est-il pas l'institution dominante par excellence qui joue un rôle primordial dans la société soviétique de par sa place dans les rapports de production? Balibar et Althusser, dans *Lire le Capital*, ont réussi à confondre institution et instance. Ce qui a conduit à parler de la dominance d'une instance quand il aurait fallu lire la domination d'une institution. Confusion qui entraîna des conséquences néfastes au niveau de la théorie. Toujours selon Godelier, et en correction au deux auteurs précédents (Balibar et Althusser) nous croyons qu'un mode de production, au "sens large", comprendra une instance économique spécifique et les instances politiques et idéologiques en adéquation.

Notons que la distinction se trouve au niveau des "fonctions" et non pas des institutions. Par ce fait même, aucune possibilité de faire correspondre une institution particulière avec une fonction précise car chacune de celles-ci pourrait devenir multifonctionnelle.

Pour appuyer les arguments précédents qui permettent de faire obstacle à Bettelheim au sujet du mode de production, mentionnons que:

La différence introduite entre le mode de production ou les instances, et les institutions ou les pratiques, permet d'affirmer sans contradiction que l'instance économique est toujours déterminante (au sens large) et qu'elle détermine par sa forme l'institution dominante qui n'est pas nécessairement économique. (Tartarin, 1979:1619)

L'Etat, institution non-économique qui dirige et oriente l'ensemble de la société, par ses pouvoirs délégués et hiérarchiques, maintient la subordination des organes inférieurs au organes supérieurs (ce que nous avons confirmé dans le chapitre 4, section 4.3). Cette institution de par sa position, ne détermine pas l'économique, par contre elle est l'institution dominante qui démontre son pouvoir jusqu'aux confins des procès économiques.

De plus, dans sa correspondance sur le matérialisme historique, Cutler mentionne que:

The mode of production must be conceived as a structure-in-dominance. The mode of production as a structure must be determined by one of the articulations which acts as a "structuring structure". (Cutler, 1971-73:75)

Donc ce mode de production doit être déterminé par l'une des articulations - que nous considérons être la base économique - qui agit comme "structure structurante", i.e. qu'à partir de celle-ci, le reste des rapports peuvent se mettre en place

selon la logique de ce mode de production particulier conçu comme structure à dominante. En fin de compte, la "structure complexe à dominante" de Bettelheim, ne rejoint que partiellement et qu'approximativement à notre avis, la pensée de Marx. Bettelheim oublie que la structure économique ne tient pas dans le vide, qu'elle doit être supportée par les autres instances politique et idéologique. Le mode de production ne peut s'amputer de membres essentiels à son fonctionnement. Il est juste de concevoir ce mode comme une structure à dominante, par contre on ne peut saisir les rapports globaux de la société uniquement en isolant la structure économique.

5.3 LA FORCE DE TRAVAIL COMME MARCHANDISE:

Marx démontre avec habileté que dans toutes formations sociales, un excédent, un surtravail est approprié par la société. Cette nécessité obligatoire vient de la différence entre les conditions de reproduction de la société en général et les conditions de la reproduction des ouvriers. Sans cette appropriation, la base matérielle de la société de classe disparaîtrait.

Suite à la critique de la double séparation dans les entreprises d'Etat (voir chapitre 4), cette section se penchera maintenant sur l'analyse des problèmes du salariat, de la force de travail et de la plus-value.

Bettelheim et son confrère Chavance nous assurent que la force de travail en U.R.S.S. est une marchandise qu'on peut acheter sur le marché et qu'une partie du surtravail extrait aux ouvriers, se dirige vers la formation de plus-value. Écoutons Chavance faire écho à Bettelheim:

What is dominant in the Soviet Union is the totality of conditions of the wage system. In the Soviet Union wages represent the price of a commodity - labor power; the surplus labor pumped out of the producers assumes the form of surplus value; and commodities, the means of production, and money assume the form of capital. (Chavance, 1977:3)

Envisageons le problème de cette façon: selon Marx, la forme salariale est propre au mode de production capitaliste. C'est par l'exploitation de la force de travail que l'employeur réussit à soustraire à l'ouvrier son travail. Production et salaire vont de pair sans équivoque dans ce système:

C'est l'employeur capitaliste qui extrait directement de l'ouvrier cette plus-value, quelle que soit la part qu'il en puisse finalement garder lui-même. C'est par conséquent de ce rapport entre l'employeur capitaliste et l'ouvrier salarié que dépend tout le système de production actuel. (Marx, 1978A:220)

Ceci est limpide dans une formation capitaliste, qu'en est-il dans le système soviétique? Pour savoir si le fondement de cette forme salariale est ou n'est pas la conversion de la

force de travail en marchandise, il est essentiel de vérifier si cette force de travail est achetée et vendue sur le marché du travail et de plus, que les salaires payés représentent effectivement du temps de travail profitable à l'entreprise. Spécifions les termes importants:

On appelle plus-value l'excédent de valeur que l'ouvrier crée en surplus de la valeur de sa force de travail... Le temps de travail excédentaire (ou non payé) est le temps de travail pendant lequel l'ouvrier crée la plus-value pour le capitaliste. (Harnecker, 1974:241)

L'équation d'équivalence entre force de travail et marchandise implique nécessairement un échange quelque part entre des agents. Le premier, travailleur, reçoit du capitaliste une somme d'argent en contrepartie de l'utilisation de sa force de travail pour un temps limité. Selon notre point de vue, en U.R.S.S., le salaire ne coïncide pas exactement à ce processus. Certaines particularités sont évidentes et la nature du système en est la cause. L'employeur de la force de travail n'est pas un particulier ou une corporation, mais bien l'Etat. Celui-ci, étant employeur unique, ne côtoie aucun compétiteur pour s'approprier la force de travail des ouvriers. Donc le travailleur n'a d'autre alternative que de fournir cette force de travail contre un "salaire" s'il veut survivre. Pour Ticktin, ce paiement représente plutôt: "a social subsistence

norm ...a ration from the net product produced". (Ticktin, 1976:33-34) Un autre argument qui démontre qu'il n'y a pas de marché de force de travail en U.R.S.S. est celui de la pénurie de main-d'oeuvre. En effet, l'Etat, de par sa position dominante et sa politique économique planificatrice du plein emploi, n'a aucune difficulté à offrir du travail. Comme Nuti le fait remarquer (voir page 36), l'étatisation des moyens de production ouvre un horizon infini au développement des forces productives qui va même jusqu'au sur-investissement causant ainsi dans certaines régions, une pénurie de main-d'oeuvre.

Nous voyons en définitive que l'ouvrier soviétique, à l'inverse de ses semblables dans les formations capitalistes qui ont le choix - s'il existe du travail! - de vendre ou de ne pas vendre leur force de travail, est en dernier lieu forcé de se plier à la conjoncture du système:

Dans l'économie soviétique, la force de travail n'est pas une marchandise. D'abord parce qu'elle n'est pas produite pour la vente sinon une vente forcée à un acheteur unique. Ensuite, parce que même si l'on déniait l'absence de vente, il faudrait admettre qu'il s'agisse d'une marchandise très particulière car, dans le mode soviétique, cette marchandise se trouve toujours vendue en son entier. (Tartarin, 1979:1624)

L'explication est que le système soviétique ne vise pas à maximiser cet écart entre la valeur d'usage de la force de

travail et ce que requiert sa reproduction. Les entreprises capitalistes obligent leurs employés à se plier aux règlements et aux normes en vigueur dans celles-ci par différentes tactiques comme l'insécurité d'emploi, la discipline stricte dans l'organisation du travail, la mobilité géographique et souvent forcée sous peine de perdre l'emploi, etc. De cette façon, l'entreprise obtient un meilleur rendement, facilite et maximise la production de survalueur et de plus-value pour les propriétaires capitalistes.

En contre-partie, la force de travail en U.R.S.S. n'est pas une marchandise pour une raison encore plus évidente. Marx, dans le *Capital*, établit la différence entre la "marchandise" en général et la force de travail humaine en spécifiant que la seconde contient un *élément moral et historique*, ce qu'une botte, de la toile ou un couteau ne peut contenir. En U.R.S.S., le contrôle administratif de l'Etat, l'absence presque totale de chômage et plusieurs facteurs connexes nient à l'ouvrier "son droit d'utiliser la conjoncture du marché du travail en sa faveur et de louer sa force de travail au plus offrant". (Andreff, 1978:261)

5.4 CREATION OU EXISTENCE DE LA PLUS-VALUE:

La nature de l'exploitation peut-elle varier, celle-ci est-elle automatiquement capitaliste même dans des systèmes socio-économiques différents? Le postulat qu'il faut se rappeler est qu'à l'intérieur de la catégorie salariale capitaliste, c'est la formation du surproduit et son appropriation qui établit la nature des rapports de production.

Bref, si nous regardons ce que comporte la formation de la plus-value en fonction de la force de travail salariée dans le système capitaliste, nous constatons que le procès et l'organisation du travail ont comme but un accroissement constant de l'efficacité et du rendement mécanique et humain à tous les échelons. La production soviétique par ailleurs, ne nous présente aucunement cette image ou cet aspect d'efficacité comme nous le rapporte Andreff. Au contraire:

La discipline interne au procès de travail, malgré les exigences de la technique et de l'organisation taylorienne du travail, paraît assez lâche. Les travailleurs soviétiques ont en fait une importante capacité à ralentir le rythme de la production et à amoindrir sa qualité. (Andreff, 1978:264)

Le système soviétique n'est pas le plus efficace qui soit (excepté peut-être les forces armées) et certains se demandent si le surplus extrait, peut être considéré comme une plus-value véritable, sortie d'une main-d'oeuvre salariée. Sur ce point, Carlo opte pour une production de surproduit:

For Marx, workers produce surplus product in the specific form of surplus value and their labor-power assumes the commodity form. The Soviet worker, however, produces surplus product and not surplus value. Moreover, there is no wage relation determined by a mercantile exchange between himself and the State. (Carlo, 1974:28)

Il faut saisir ici que Marx analysait le système capitaliste et que la plus-value et le profit représentent le but final de la production. On peut probablement supposer que dans la formation soviétique, la production matérielle, défectueuse ou non, a préséance sur le reste. Par contre, on peut dire que s'il existe une production de plus-value, on ne constate nulle part, même pas dans les échelons supérieurs du Parti, d'accumulation de capital (financier ou autre); la totalité de cette accumulation étant rejetée dans la société. Soit dit en passant qu'en U.R.S.S., les "privilèges" remplacent largement ce que l'argent procure dans le capitalisme.

Sans aucun doute que la bureaucratie s'approprie une certaine part du produit social pour sa consommation personnelle; mais il est injustifiable à notre avis de spéculer que:

The bureaucracy's income, or at least the "excessive" portion of it, is being derived from surplus labour (whether in the form of surplus-value or surplus-product). (Bellis, 1979:155)

C'est probablement le cas pour une bonne partie de la bureaucratie, cependant cette "exploitation restreinte" se situe essentiellement au niveau de la distribution; en ce sens que le maintien inégal de cette distribution (ces excès que la bureaucratie recherche) n'est appliqué qu'au produit social et non pas au surproduit à l'intérieur de la société, ce qui à notre avis fait toute une différence.

Pour fermer la discussion sur ce sous-chapitre, nous dirons que la "forme exclusivement salariale" (capitaliste) que Bettelheim et Chavance ont supposément découvert en U.R.S.S. n'est qu'une apparence ou un "semblant de salaire". En effet, selon Carlo: "wages are the non-mercantile mechanism within the plan which allows the workers to reconstitute their labor-power". (Carlo, 1974:27) Le même principe, selon lequel la machine ne fonctionne pas sans carburant, s'applique aux ouvriers soviétiques; il faut régénérer leurs forces de travail pour que la production continue. L'expérience a bien démontré que par l'entremise du plan:

L'ensemble salaire-prix est le moyen d'assurer à la fois la distribution des revenus et l'orientation de la consommation. Dès lors, le "salaire" tend à ne plus être un coût de la production, mais la détermination du partage de la production entre l'ensemble des travailleurs-consommateurs. (Destanne de Bernis, 1968:23)

SIXIEME CHAPITRE

LES RAPPORTS DE REPARTITION

6.1 LE PLAN: OUTIL DE DIRECTION ECONOMIQUE:

Connaissant la place importante que prend le plan dans le système soviétique, nous devons y consacrer un certain espace dans notre exposé. Comme supplément et complément à celui-ci, l'essentiel des réformes de 1965 sera commenté en conséquence.

Le processus de répartition où les rapports de distribution correspondent: "à des formes sociales spécifiques, historiquement déterminées, du procès de production", (Harnecker, 1974:67) Selon Marx: "le rapport déterminé de la répartition ne fait que traduire le rapport de production historiquement défini". (Marx, 1976B:794)

Comme nous l'avons expliqué et décrit dans la section sur le capitalisme (chapitre II, section 2.1) et dans les rapports d'exploitation (chapitre V, section 5.3 et 5.4), dans le système capitaliste, les entreprises commerciales et souvent monopolistes dépendent sur une unité économique, qui se trouve en compétition sur le marché, avec d'autres entreprises, pour y soustraire leur part de profit par une production de plus-value. De l'autre côté, la procédure de répartition qu'utilisent les entreprises soviétiques est basée sur le "plan" qui administre

et contrôle entièrement l'économie en orientant la production d'une façon toute différente et pour des fins qui prennent en considération l'ensemble de la société. Mandel va jusqu'à dire que :

Planning is a definite ensemble of the human relations of production which assures the directly social character of labor furnished by the producers. (Mandel, 1972:12)

C'est par la notion de planification que Mandel arrive à saisir le caractère "social" du système. Les relations ne s'articulent plus seulement et strictement sur l'économique, au contraire l'aspect humain entre en grande partie dans ce processus de reproduction de la société. L'action est volontaire et rationnelle: "Conscious distribution of economic resources through the plan is now the decisive characteristic of the new production relation". (Mandel, 1974:9) Bettelheim ne voit pas du même oeil ce processus de planification. Pour lui, tant que le plan ne dominera pas les unités de production en vue d'éliminer l'utilisation de la monnaie dans les rapports entre ces unités de production :

Celui-ci ne fait alors que se superposer à ces rapports; il constitue simplement une forme d'intervention du niveau politique dans le niveau économique, forme d'intervention propre au capitalisme d'Etat. (Bettelheim, 1971:77)

Dans ce cas, la dynamique du plan n'élimine pas les rapports marchands. Cette élimination ne peut être atteinte qu'avec la domination des travailleurs sur leurs moyens de production.

Ce qu'affirme le professeur et surtout ce qu'il ne comprend pas peut s'exprimer de deux façons: une partie de cette critique se trouve dans la section 3.3 du chapitre III - La faiblesse théorique de Bettelheim - où encore une fois il considère les rapports politiques en priorité et comme déterminants, l'autre critique de cette incompréhension émane de Dallemagne qui juge que celui-ci n'appréhende pas adéquatement l'articulation qui joue au niveau politico-économique.

Du point de vue historique, nous savons que dans une société en transition il existe des rapports de production socialistes et capitalistes. Ces derniers sont désarticulés grâce à l'abolition de la concurrence sur le capital, tandis que les premiers ne sont pas libérés complètement de la loi de la valeur, dans la mesure où le développement des forces productives ainsi que l'alliance des mouvements prolétariens internationaux ne sont pas acquis mondialement. En somme, dans cette phase "transitoire", les rapports capitalistes ont perdu leur unité, mais quand même, les rapports socialistes ne peuvent se les soumettre complètement. C'est pourquoi il est juste de dire à notre avis que: "La seule unité de l'économie est la

survivance des catégories marchandes, mais en tant que dégénérescence, du fait de l'intervention étatique planifiée". (Dallemaigne, 1975:67) De fait, l'Etat agit ou intervient dans toute activité économique où la loi de la valeur joue dans une moindre mesure. Ce qui conduit Dallemaigne à dire que le plan est nécessaire pratiquement comme "instrument d'action étatique" et non comme "principe de construction économique". En dernier lieu, la relation plan/marché peut s'exprimer de cette manière dialectique: "le plan est élaboré sous le contrôle du marché pour le réduire". (Dallemaigne, 1975:55)

Un dernier point, ou si l'on veut une contradiction évidente pour nous reste à éclaircir. Bettelheim, dans ses **Luttes de classes en U.R.S.S.** est certain que:

Behind the screen of "economic plans", it is the laws of capitalist accumulation, and so of profit, that decide how the means of production are utilised. (Bettelheim, 1976:44)

Sweezy signale cette contradiction dans un article de **Monthly Review** en se demandant comment celui-ci peut faire cette déclaration quand il avance dans les pages suivantes que l'Union Soviétique est un Etat capitaliste de type particulier? Si les plans économiques ne sont qu'une "couverture", ou encore une forme d'"intervention" pour

reprendre Bettelheim, qui laissent libre cours à l'accumulation et au profit, alors la conclusion qui s'impose est la suivante:

That "state bourgeoisie" owns and controls only partially and indirectly the means of production through the State. But it would be hard to understand the efforts of that state bourgeoisie to develop a "private sector" of those means of production.
(Sweezy, 1975:15)

Même si l'on admettait cette possibilité, il reste que l'interprétation des termes "accumulation" et "profit" laisse à désirer chez Bettelheim au niveau de la formation soviétique. Premièrement, il faut admettre que l'inégalité de répartition ne provient pas de la "main invisible" du marché, mais plutôt de l'effet du "droit bourgeois" qui affecte la position des différents groupes sociaux. "Distribution relates to social group directly through state allocation or through direct contact". (Ticktin, 1973:37) C'est en général leur "position" et non pas leur pouvoir économique dans la structure qui les place de façon avantageuse vis-à-vis les autres groupes (voir chapitre V, section 5.4). C'est le cas non seulement pour l'élite politique, mais aussi pour l'élite académique, sportive et scientifique.

Pour revenir au plan, ce qu'il faut souligner est que par l'absence de compétition (au sens capitaliste du terme), le "profit" prend une toute autre signification. Sa spécificité

peut être exprimée ainsi: "We are talking of "maximising output" and of "optimising deployment of resources". We are not talking of "accumulation of capital", or even of "maximising investment". (Mandel, 1973B:34) C'est pourquoi jusqu'à présent, les objectifs du plan sont presque tous basés sur des indicateurs physiques et que les achats et ventes entre entreprises ne représentent que des phénomènes comptables. D'ailleurs, c'est ce que confirme Brus dans son étude de l'économie socialiste:

D'un point de vue théorique, les principes de la rentabilité (maximisation du profit) ne doivent pas être identifiés *eo ipso* avec le recours à un système de stimulants basés sur le profit. (Brus, 1968:178)

L'objectif visé par l'économie capitaliste est effectivement cette "maximisation" du profit sans considération des buts poursuivis par la société. Par la planification, l'économie socialiste tente d'agencer sa production de façon à satisfaire au maximum les besoins généraux et nécessaires de la société. C'est pourquoi la fin poursuivie par chaque entreprise - fin partielle par rapport à la fin pan-sociale - se trouve subordonnée aux directions du plan qui incorpore toute la production nationale. Pour Bettelheim il paraît logique d'admettre qu'une tendance existe selon laquelle un marché capitaliste est en train de s'établir entre les entreprises, ce

qui aurait comme conséquence la recherche du profit et la compétition pour les capitaux:

A la limite,... si les organes de planification laissent les entreprises "libres", en leur demandant d'élaborer elles-mêmes l'essentiel de leur "plan" et en leur demandant la maximisation de leurs bénéfices... le "contrôle par la monnaie" connaît un développement maximum et le plan n'est plus qu'un "accompagnateur" des rapports marchands. C'est cette orientation qui a été prise en Union Soviétique depuis les réformes de septembre 1965. (Bettelheim, 1971:89)

Voyons si les doutes et les hypothèses de Bettelheim sont confirmés dans la réalité. Un cours examen des réformes apportées par la direction du plan portera fruit.

6.2 L'IMPACT ET L'ESSENTIEL DES REFORMES DE "65":

Pour W. Brus, l'orientation des réformes se définit comme étant:

Le passage d'un système fondé sur le modèle centraliste à un système fondé sur le modèle décentralisé, donc à une économie planifiée qui a recours au mécanisme de marché réglementé. (Brus, 1968:245)

Ce processus, selon Brus, est rendu nécessaire lorsque l'économie socialiste devient plus complexe et spécialement

lorsque le plan doit tenir compte simultanément de nombreuses priorités :

D'où l'importance, pour l'économie planifiée, d'y insérer des éléments d'auto-régulation, sous la forme d'un mécanisme de **marché réglementé** seulement dans les grandes lignes... Ce que Novojilov appelle une forme de "centralisation directe" et "indirecte" (par le moyen du marché) des décisions économiques. Cette **centralisation indirecte**... possède un caractère particulièrement positif. celui de **subordonner au plan** toutes les décisions locales sans exception. (Brus, 1968:249-50)

En plus de la complexité de l'économie, d'autres raisons sont invoquées. Ces réformes furent conçues en fonction de remédier à des déficiences bien précises au niveau économique. L'une de celle-ci est la chute constante du taux de croissance de l'industrie. En effet, depuis 1959, ce taux qui était à 11.4% est passé à 7.1% en 1964, une chute de plus de 4% en 5 ans. Une deuxième déficience se retrouve dans certains secteurs des biens de consommation. Nous y retrouvons une "surproduction" qui va même jusqu'à provoquer une chute absolue des ventes d'une année à l'autre. Les stocks invendables (souliers et textile) ont même doublés durant les quatre premières années. Enfin, nous retrouvons des erreurs de planification flagrantes au niveau des fonds d'investissements. Certains de ceux-ci ont été "gelés", empêchant de terminer nombres de projets. (Germain, 1965:177-178)

Concrètement, l'objectif final de ces réformes est de substituer à une planification axée sur l'administration une planification qui aurait recours plutôt à l'utilisation de leviers économiques. Dans les termes de Dallemagne: "pour que le plan soit un instrument d'intervention économique et non un ensemble de mesures administratives". (Dallemagne, 1975:56)

De son côté, Carlo résume assez bien les changements essentiels effectués par ces réformes. Les points majeurs affectent premièrement les règlements imposés sur l'industrie (donc des entreprises) par le plan en réduisant ceux-ci d'une quarantaine qu'ils étaient à environ huit. Brièvement, le plan décide ce que l'entreprise produira, du capital à investir pour ériger de nouvelles fabriques, de la vente des produits, de l'utilisation de l'équipement neuf, de l'approvisionnement en matériel technique, du taux de profit, du montant des paiements que les entreprises doivent fournir au budget de l'Etat et au fond salarial et enfin de l'établissement des prix en général pour les produits.

Suivent les changements au niveau de la gestion. Les directeurs d'entreprises ont la liberté de décider du nombre d'employés, du rendement et du rythme de production, de la division des salaires internes aux entreprises (selon le "droit bourgeois") car l'Etat détermine le salaire total de l'entreprise par le fond salarial. (Carlo, 1974:77-78)

6.3 LE "PROFIT" COMME CRITERE?:

Quelles conclusions générales peut-on tirer de tout ce qui a été écrit et dit sur ces réformes?

On peut constater que même avec ces changements - l'élimination d'une trentaine de règlements dans l'industrie et plus de pouvoir aux directeurs d'entreprises - l'Etat contrôle tout de même les leviers critiques de l'économie: les prix, les salaires, les investissements, etc. Il n'existe aucune chance pour que le mécanisme du marché et la production pour le profit puissent s'établir: "the profit principle demands, if not the destruction of the plan, its subordination to the market". (Carlo, 1974:78)

Un argument assez convaincant, pour réfuter l'assertion de Chavance selon laquelle le "profit" est en dernier lieu le critère principal et même l'objectif final que les entreprises soviétiques tentent d'atteindre, présente une preuve quasi irrésistible que la maximalisation du profit passe au second rang par rapport à ce que le plan représente:

If profit had been the main consideration in determining "industrial activity and production in general", there would have been much more investment in agriculture and consumer-goods industries than there actually has been. (Sweezy, 1977:16)

Ceci semble évident, car à l'intérieur du système de marché, normalement des transferts de capitaux sont effectués d'un secteur à l'autre, si le rendement et la profitabilité ne sont pas satisfaisant. Rien n'est fait en ce sens en U.R.S.S.. La tradition d'accorder la priorité des investissements à l'industrie lourde reste en place, même si d'autres secteurs seraient définitivement plus rentables et plus productifs.

De plus, dans les conditions que nous retrouvons dans le système des entreprises étatisées, le caractère des moyens de production et de l'économie: "ne sont pas fondamentalement modifiés par l'emploi du profit en tant qu'indice d'efficacité des entreprises". (Germain, 1965:184) Une différence plutôt "formelle" apparaîtra entre le profit capitaliste et le profit socialiste, rien de plus.

Succinctement, on peut conclure en disant que les problèmes que les réformes envisageaient de réduire et même d'extraire complètement de l'économie soviétique, se concentraient surtout autour de l'inefficacité de l'utilisation des ressources dans les entreprises, i.e. au niveau de la quantité de la production définie par le plan. C'est précisément dans ce sens, que les réformes se sont orientées: produire la quantité demandée selon le plan à un coût minimum, ce que Chavance et Bettelheim interprètent dans le mauvais sens. D'ailleurs, les réformes ne récusent aucunement la position

dominante du plan. Ceux qui attendaient une généralisation du marché, une ouverture spontanée de la part des investissements ou encore un esprit de compétition dans le sens capitaliste se rendent compte du contraire. Ce qui s'est passé pour Mandel, est simplement: "the use of a pseudo-market to optimize resource utilisation quite along the lines which the late Oscar Lange postulated already in the thirties". (Mandel, 1973A:18) Rétrospectivement, ces réformes plutôt "techniques" ont été dans l'incapacité de résoudre les véritables problèmes de l'économie actuelle de l'U.R.S.S.. Le pragmatisme de ces réformes est évident, en ce sens: "qu'elles servent à surmonter une déficience pratique, apparue depuis longtemps dans l'économie soviétique". (Germain, 1965:182)

De toute façon, ces réformes n'eurent pas l'effet escompté car quelques années plus tard, le processus de décentralisation s'arrêta court et sans avoir réellement entamé les mesures de changements. Nuti les a même étiquetées: "the reform that never was". (Nuti, 1979:255)

SEPTIEME CHAPITRE

LES RAPPORTS MARCHANDS

7.1 FETICHISME DE LA MARCHANDISE:

L'origine des réflexions de Bettelheim sur la nature du système économique en U.R.S.S. est retraceable aux *Lettres sur quelques problèmes actuels du socialisme* (1972) et à l'aspect plus spécifique de la persistance des rapports marchands dans cette formation sociale. Quelques années plus tard, il pose d'une façon nette la question: "Pourquoi le fétichisme de la marchandise continue-t-il à exister même au sein du secteur d'Etat?" (Bettelheim, 1971:53) En d'autres termes, si nous sommes en présence d'entreprises d'Etat groupées sous une même propriété (celle de l'Etat), alors comment expliquer la circulation marchande à l'intérieur de cette propriété? Nous savons que Bettelheim trouve la solution en proposant sa thèse du capitalisme d'Etat qui suppose que ce résultat - la persistance des rapports marchands - est dû au maintien des rapports capitalistes de production. Nous sommes d'avis que cette solution n'est pas satisfaisante et que le fait de s'en remettre aux "rapports capitalistes" *per se* brouille les articulations réelles à l'intérieur des rapports marchands. Pour Marx, le fétichisme de la marchandise est clair:

En général, des objets d'utilité ne deviennent des marchandises que parce qu'ils sont les produits de travaux privés exécutés indépendamment les uns des autres. L'ensemble de ces travaux privés forme le travail social. (Marx, 1976A:69)

Marx veut nous montrer que derrière la façade, se trouve la réalité, en ce sens que la relation entre les choses (marchandises) cache et protège la véritable relation entre les êtres humains - celle qui est importante - i.e. celle qui provient de la fragmentation du travail social en travaux individuels ou privés exécutés séparément entre eux. A partir de ces explications, comment se présentent alors les rapports marchands dans la formation soviétique?

Cette fausse conscience, perpétuée dans le système capitaliste d'où l'idéologie prêche que le marché est l'institution idéale par lequel l'optimum des allocations en ressources est atteint, qu'il existe une égalité des participants dans l'échange et qu'une liberté de choix s'impose, se retrouve-t-elle dans les rapports marchands en U.R.S.S.? Les fonctions de ces rapports sont-elles identiques à celles en vogue dans les relations capitalistes? Tentons de le vérifier.

7.2 CALCUL MONETAIRE ET CATEGORIES MARCHANDES:

Après avoir examiné le texte d'Engels sur les "effets

utiles" des divers objets d'usage, au commencement de son
Calcul économique et forme de
propriété, Bettelheim écrit que:

Il existe nécessairement une coupure radicale
entre n'importe quel calcul monétaire et un
calcul économique; celui-ci renvoyant soit à
la mesure de dépenses de travail plus ou
moins utiles, soit à l'utilité sociale même
de différentes productions ou activités.
Quand au calcul en monnaie, il renvoie à une
unité de compte, i.e., en fait, à une unité
qui intervient effectivement dans des
échanges témoignant ainsi de l'existence des
catégories marchandes et de la forme valeur.
(Bettelheim, 1971:17)

A la page 89-90, il va même jusqu'à dire que le calcul monétaire
est "toujours un pseudo-calcul". En conséquence selon lui, dans
une formation "socialiste", le calcul économique ne peut en
aucun temps se faire sous la forme d'un calcul monétaire
utilisant les prix comme différentiels. C'est au contraire par
la recherche de la connaissance scientifique de la structure de
cette économie, en passant par des concepts tels que la
"substituabilité" des travaux et de leurs produits qu'une mesure
des "effets sociaux utiles" pourra être fonctionnelle.

Cette position de Bettelheim tire probablement ses
origines et son influence de ses premiers écrits sur la
planification. En ce sens qu'il superpose la logique du plan et
celle du marché au lieu de les opposer. Son point de vue

considère que le "calcul social" qui est la substance de la logique du plan, est fondé sur le travail comme unité de compte, i.e. le coût en travail pour la production et le besoin social pour la consommation. Selon Dallemagne, une telle supposition implique :

Que le coût en travail soit saisi directement en termes sociaux ainsi que le besoin social en travail, donc que le domaine d'application du plan échappe à la valeur. (Dallemagne, 1975:54)

En toute considération, nous jugeons que la conception de la valeur, par le professeur, au niveau de son interprétation du "coût social" et de son "calcul" est équivoque et nous donnerons les raisons plus loin. Entretemps, nous sommes d'avis que le rôle d'un équivalent général est justifié pour plusieurs autres raisons. Surtout au niveau des rapports entre l'échelon central et les entreprises, et les rapports entre les unités productives entre elles. Comme le fait remarquer lui-même Bettelheim, une série de problèmes non résolus se présente à ce sujet. La détermination du "temps de travail socialement nécessaire", la spécificité des "effets sociaux utiles", le développement relativement faible des "rapports de production et des forces productives socialistes" et enfin l'"élaboration insuffisante du contenu du calcul économique". Ces obstacles forcent la société soviétique à

recourir à des catégories marchandes, par contre ces catégories sont spécifiques à cette société et ne sont pas arbitraires comme le prétend Bettelheim.

Au sujet des entreprises, l'étatisation de celles-ci ne veut pas nécessairement dire la liquidation de l'existence de la séparation des unités de production entre elles. Car c'est justement par cette individualisation au stade "technique et organisationnel" (voir chapitre IV) que ces entreprises peuvent, en tant qu'entités séparées, faire les calculs des dépenses et des achats, de même qu'avoir le contrôle sur l'utilisation des ressources naturelles et humaines. Pour Brus, cette individualisation consiste à attribuer aux entreprises :

Une certaine somme de moyens, à organiser leurs liaisons extérieures sous une forme marchande et monétaire et à adopter comme principe la compensation des dépenses par les recettes obtenues... Pour l'entreprise, cela implique la nécessité d'établir une comptabilité individualisée des dépenses et des recettes exprimées en unités monétaires, et pour l'organisme central de planification, la nécessité de recourir également, dans le cadre de l'économie étatisée, à la répartition des ressources tant sous leur forme naturelle (physique) que sous leur forme monétaire. (Brus, 1968:99)

Ce que fait Bettelheim est de prendre cette individualisation et de la faire correspondre à des indices d'une alternative aux grandeurs exprimées en unités monétaires.

Et pourtant, comme nous l'avons démontré précédemment dans la recherche, l'entreprise ne possède pas ce "choix" tant désiré par Bettelheim pour définir tous les aspects essentiels de l'activité économique. Ce sont les échelons supérieurs qui prennent ces décisions et les soumettent aux organes inférieurs par les injonctions et les décrets. Sources d'approvisionnement, volume et quantité de la production, affectation de la nouvelle technologie, méthodes de fabrication, etc.; toutes ces spécifications n'ont rien à voir et sont exclus des décisions de l'entreprise. Le plan domine et décide de l'ensemble de la production.

De ce fait, une caractéristique importante apparaît au niveau des décisions qui découle de l'action de la monnaie. En effet:

La monnaie n'est pas un instrument actif, réagissant sur le mouvement des facteurs réels du procès de la reproduction; au contraire elle n'en est que le reflet passif. L'entreprise effectue ses calculs **non pas avant, mais après** avoir pris (ou plus exactement, avoir reçu) les décisions. (Brus, 1968:100)

Ce qui serait illogique dans une formation capitaliste. De plus, ce que nous entendons par "profits" et "pertes" dans le système capitaliste, n'est pas identique à ce que nous retrouvons, dans l'économie planifiée. Ceux-ci sont l'image et

la représentation de la structure des indices et des prix obligatoires imposés par la planification, encore une détermination que nous ne retrouvons pas dans les relations capitalistes.

Grâce à l'aide des formes directes d'allocation physiques des ressources, qui maintiennent l'équilibre adéquat interne au secteur étatisé, il est difficile de nier que la monnaie joue essentiellement un rôle de "contrôleur" au niveau de la centralisation. Certains l'explique d'une façon similaire: "money is a mere bookkeeping instrument and a measure of value which has the function of regulating the distribution of the wealth projected by the plan". (Carlo, 1974:19)

Ce qui prouve qu'effectivement la fonction de la monnaie dans ce cas-ci, n'équivaut d'aucune façon à son rôle joué dans l'entreprise privée, i.e. être l'intermédiaire entre le vendeur et l'acheteur. De l'autre côté, comment pourrait-on expliquer que l'Etat dans bien des cas, établit des prix au niveau de la vente pour certaines marchandises et conformément à la direction planificatrice, qui sont souvent à un degré plus bas que ceux encourus pour leur production? Le secret est sans doute que l'Etat, n'achète en dernière analyse, absolument rien, tout en possédant les leviers de contrôle sur toute la production.

Bettelheim est convaincu que c'est simplement l'effet des conditions d'existence des relations marchandes internes au secteur d'Etat qui est la cause de la persistance des relations marchandes. Même en acceptant partiellement cette explication, Ticktin dans une de ses critiques, ajoute qu'il ne faut pas oublier les contradictions internes à ces catégories :

Such categories are price, labour-power, commodity, surplus product, etc. They all have superficial forms similar to capitalism and sometimes forms similar to socialism but an analysis of their essence reveals their contradictory nature within their capitalist shell. It is within this shell that one may observe the historical origins of the conflicting principles although they no longer exist in their original forms.
(Ticktin, 1976:28)

L'importance de cette citation est significative. Elle mentionne que ces catégories représentaient au tout début des formes capitalistes évidentes, et que par la suite, avec l'introduction du plan, ces catégories se transformèrent en représentations de formes socialistes, tout en gardant leurs dénominations capitalistes (cette non réinterprétation des catégories que nous reprochons à Bettelheim), ce qui explique la contradiction dans leurs utilisation. Rien de surprenant là-dessous; lorsque l'Etat agit par l'entremise du plan, en modelant les prix et les proportions, il est prévisible de voir se manifester des catégories marchandes et monétaires qui sont

définies autrement que du point de vue capitaliste, et plus particulièrement si les relations de valeur ne sont pas analogues aux relations de prix. En d'autres termes, si ces relations sont volontaires et voulues, et non pas contingentes comme sur le marché.

De plus, ce qui est décisif:

Is not the form of the planning indicators employed, but the basic economic criteria and corresponding data inputs from which they are derived, and the framework in which they are, in consequence, operationalised. (Bellis, 1979:164)

7.3 PRIX ET LOI DE LA VALEUR:

Vers la fin de son ouvrage, Bettelheim élabore ses idées sur les lois économiques fondamentales des formations sociales en transition et plus particulièrement sur la loi de la valeur. Dans ses remarques, il est dit au sujet de cette loi que:

Lorsque sont données les conditions de détermination des tâches des unités économiques par des institutions sociales, la propriété d'Etat peut intervenir comme rapport de production. Si ce rapport est dominant, ce n'est plus la loi de la valeur qui domine la reproduction et la transformation des conditions de production, mais une autre loi: la loi de régulation sociale de l'économie. Cette dernière constitue le mode de manifestation

(spécifique de l'économie de transition) de l'action du niveau politique sur le niveau économique dans les conditions de l'existence de la forme valeur. (Bettelheim, 1971:119)

Bettelheim ramène encore une fois l'effet dernier et décisif au niveau politique qui doit "commander" à l'économique. Pour lui, cette loi de direction sociale ne peut être efficace que lorsque les rapports marchands sont inexistantes. S'il en est autrement, si la loi de la valeur peut agir même dans un cadre restreint, elle se combine à son homologue et l'effet de leur amalgamation donne la loi de régulation sociale de l'économie, qui est instable et transitoire.

Le problème ici est de savoir jusqu'à quel point cette loi de la valeur agit dans la formation soviétique, ou si, en réalité, elle en est absente en totalité. Précédemment, nous affirmions que l'idée que se fait Bettelheim de la notion de "valeur" est équivoque et unilatérale. En effet, et selon nous, il perçoit cette valeur comme existante ou inexistante tout comme il perçoit une formation sociale comme étant ou socialiste ou capitaliste, i.e. qu'un vide ou rien n'existe entre les deux extrêmes. Par contre, nous avons confirmé antérieurement (chapitre VI, section 6.1) que la seule unité de l'économie dans la période transitoire, est la survivance des catégories marchandes, mais en tant que "dégénérescence", du fait que l'Etat utilise l'outil de la planification. A notre avis, le

fait de vouloir utiliser le "temps de travail" comme unité de compte sur deux plans (couple coûts/besoins sociaux) n'a aucun sens si la dégénérescence de la valeur n'est pas totale. Et pour cause:

La dégénérescence tient en ce que la valeur subsiste comme forme de l'économie de temps de travail, mais que, le capital étant aboli, elle ne couvre plus la force de travail. La valeur a donc perdu sa plénitude capitaliste. Notamment, elle n'est plus le principe unique de répartition du produit social, puisque les provisions sociales sont fixées en dehors d'elle et qu'elle ne porte plus que sur le produit du travail. (Dalleman, 1975:48-49)

De son côté, Ticktin croit qu'on ne peut déduire du fait de l'existence des formes monétaires que la loi de la valeur existe ou joue un rôle de premier ordre dans l'économie de l'Union Soviétique. Selon ses recherches, l'argent est secondaire dans l'acquisition de certains biens et il ne croit pas que les responsables de la politique économique suivent la loi de la valeur dans l'application des prix.

The law of value may not exist in its pristine purity both because of government intervention and the decline of competition. (Ticktin, 1976:26)

Il est évident comme le mentionne Bettelheim que nous sommes en présence de catégories monétaires ou de prix;

cependant à ces prix, ne correspondent pas, exactement comme sur le marché, une valeur déterminée par la compétition. Au contraire, ces prix sont effectivement choisis par les organes du plan pour des fonctions bien précises. Les prix en dernière analyse ne reflètent pas la valeur (au sens du marché), ils sont plutôt un stimulant supplémentaire qui dans la majorité des cas n'est pas nécessaire.

Brus par contre définit l'action de la loi de la valeur: "comme une tendance constante à ramener les relations de prix à des relations de valeur". (Brus, 1968:118) C'est bien ce que Preobrazhensky et Trotsky croyaient aussi dans les années vingt:

Eventually the value of each good would have to be reckoned in terms of its "labour content", although the Soviet state might, for immediate purposes, take over the structure of relative prices that had earlier prevailed on the market. (Day, 1975:200)

La preuve, est que de plus en plus dans le cercle des économistes marxistes, on tend à reconnaître qu'un prix qui n'équilibre pas l'offre et la demande est économiquement injustifiable, même en régime socialiste. Ce problème reste entier et une position radicale est à déconseiller. Nous devons rejeter la position qui donne à la loi de la valeur le contrôle exclusif et total de la production socialiste. Nous sommes plutôt d'avis que la forme "valeur" se fait sentir uniquement dans des situations où les aspects de la production ne peuvent

pas être contrôlés par la direction sociale. Dans ce cas, on peut dire que dans les limites où elle agit, la loi de la valeur demeure un régulateur de la production en économie "socialiste". Non pas un régulateur absolu comme certains le voudraient, mais elle conserve toujours ce rôle en fonction des décisions de l'appareil central de planification.

La proposition de Bettelheim selon laquelle la propriété d'Etat peut intervenir comme rapport de production est exacte; par contre, le fait de cette domination n'entraîne pas automatiquement la disparition totale de la loi de la valeur, car nous croyons aussi que:

Le plan, en transition, repose sur la loi de la valeur. Plan et marché sont deux formes de la loi de la valeur dont la dégénérescence s'exprime dans la possibilité même du plan et qui est ouverte par l'abolition du capital.
(Dallemanne, 1975: 55)

HUITIEME CHAPITRE

LE CONCEPT DE CAPITALISME D'ETAT

8.1 VALIDITE ET VARIATION DU CONCEPT:

Venons-en à ce stade-ci à la critique même du concept de "capitalisme d'Etat". Concept crucial dans l'analyse de Bettelheim qui amena celui-ci à identifier les formes juridiques de la propriété d'Etat comme représentant un capitalisme dans lequel le système des entreprises d'Etat est la propriété collective d'une nouvelle bourgeoisie. En ses propres termes:

Le concept de "capitalisme d'Etat" désigne le système des rapports de production capitalistes articulés sur la propriété d'Etat. (Bettelheim, 1971:79)

Cette définition est loin d'être englobante et précise, il faut noter que le concept n'est pas univoque et qu'il véhicule plusieurs significations. Bettelheim utilise cette notion pour caractériser une étape de l'évolution sociale et de sa politique économique. Il n'hésite pas à l'appliquer pour désigner la nature sociale du secteur étatisé de l'économie, i.e. l'ensemble des entreprises de ce secteur. Il se justifie à sa manière:

Because the development of state ownership,... leaves in being elements of capitalist relations which are only partly modified, that the expropriation of the bourgeoisie is not equivalent to its disappearance. As long as capitalists elements persist in the production relations, there also persist the possibility of capitalist functions, and the bourgeoisie can continue to exist in a modified form through the state apparatus and assume the form of a state bourgeoisie. (Bettelheim, 1976:139)

Lorsque Bettelheim mentionne la "possibilité de fonctions capitalistes" à l'intérieur des relations de production, il est évident qu'il suppose que ces "fonctions capitalistes" s'articulent de façon logique à travers le mode de production capitaliste. Par ailleurs, nous trouvant dans l'impossibilité de demeurer sur le terrain du capitalisme en général, il est important de saisir que ces "fonctions capitalistes" dans l'optique de Bettelheim, s'insèrent spécifiquement dans le capitalisme d'"Etat". Cette particularité nous pousse obligatoirement à rechercher les caractéristiques et les éléments propres de la dynamique de ce concept particulier et non pas de celui du capitalisme généralisé.

Pour Laibman:

"The term" state capitalism refers to economic activity under **government ownership** in societies where the capitalist social relation - the power of

capital - is generated in a substantial sector of private capitalist ownership... In short, state capitalism refers to state activity in capitalist societies, where the "capitalist quality" of that activity is determined by the dominance of private capitalist relations. (Laibman, 1978:26)

De cette façon, la qualité requise de ces "fonctions capitalistes" à l'intérieur du mode de production capitaliste se trouve enracinée dans la domination des relations "privées" capitalistes. Pour y arriver, l'un des piliers du système capitaliste est justement la propriété privée, sanctionnée légalement. Par contraste, Bettelheim nous propose un concept de "capitalisme" - d'Etat - dominé par une propriété unitaire collectivement privée:

Bettelheim's state capitalism... involves a single state property, the collective private property of the state bourgeoisie... We are offered, in other words, a capitalism in which the economy is dominated by a single, unitary private property (that of the State) and in which commodities circulate between and within the differentiated enterprises which constitute that property and the labourers whom they employ. (Hindess, 1976:20)

Cette forme de capitalisme (simplement hypothétique à notre avis) diffère grandement des capitalismes connus jusqu'ici; par exemple le capitalisme concurrentiel analysé par Marx et le capitalisme monopoliste plus contemporain. Reste à

savoir si cette forme - ce "capitalisme d'Etat" - dont les assises se fondent sur une propriété unitaire collective privée (privée dans le sens que c'est l'Etat qui la possède) peut se mouler aux exigences générales du mode de production capitaliste?

Une des contradictions flagrantes au niveau conceptuel fait surface, lorsque Bettelheim, dont la notion implique l'homogénéité d'une pluralité d'entreprises regroupées dans une propriété unique: "presupposes no system of exchange between distinct private property". (Hindess, 1976:21) En effet, une des obligations requises dans le mode de production capitaliste, est la nécessité qu'ont les marchandises de circuler sur le marché, entre ces propriétés privées distinctes et à l'intérieur de celles-ci. Cette condition n'est pas remplie et fait défaut dans le concept de Bettelheim.

D'ailleurs, on sent la faiblesse et la vulnérabilité de celui-ci lorsqu'il parle de ce concept en relation avec la propriété d'Etat. On se souviendra qu'antérieurement (voir chapitre III, section 3.4) Bettelheim étiquetait ces rapports de propriété comme n'étant que fiction. Ici il déclare que:

Les éléments d'analyse dont on dispose dès maintenant, révèlent qu'il s'agit là d'une forme caractérisée par une grande **instabilité**. Celle-ci est liée à une **tendance** à la décomposition de la propriété d'Etat. (Bettelheim, 1971:80)

8.2 LES ERREURS CLEES DANS LE CONCEPT:

Par cette affirmation qu'il y aurait "tendance" à la "décomposition" de la propriété d'Etat, Bettelheim commet un tort ou une erreur irréparable envers son concept de capitalisme d'Etat. S'il désire voir, à l'intérieur du système d'entreprises d'Etat, la domination des relations de production capitalistes, la propriété d'Etat **se doit**, par nécessité, d'être une forme juridique **représentant** l'existence de diverses propriétés privées distinctes et non pas seulement "tendre" vers cette fin comme le voudrait Bettelheim. C'est pourquoi l'existence économique réelle de la propriété d'Etat unique est inopérante, voire inexistante dans ce système.

Si nous prenons par exemple l'essentiel du mécanisme de la production marchande au niveau du capital financier ou monopoliste, où existe un regroupement d'entreprises séparées - qui demeurent cependant indépendantes et distinctes - donc qui forment une propriété unifiée, nous pouvons déduire la raison de ce regroupement:

The economic effectivity of a common property uniting separate enterprises lies in its differential capacity to dominate and subordinate the mechanism of the commodity market within the group of enterprises which it control. (Hindess, 1976:22)

Ce que nous retrouvons dans le concept de Bettelheim ne correspond aucunement à cette position. Suite à l'explication ci-haut, il est essentiel, pour qu'une relation économique réelle puisse exister à l'intérieur d'une propriété privée unique et dans un système d'entreprises d'Etat, d'y retrouver un mécanisme qui subordonnera les relations marchandes par le contrôle des conditions matérielles et financières de reproduction économique. Ce qui n'est évidemment pas le cas pour le concept du professeur.

Aussi vrai que "le capital ne peut exister que sous la forme de multiple capitaux", comme le rapporte Marx dans ses **Fondements de la critique de l'économie politique**, la décomposition de la propriété d'Etat en U.R.S.S. au niveau des entreprises signifierait justement le retour, le rétablissement du capitalisme dans cette formation sociale. Aussi longtemps que cette unité de la propriété sera maintenue, le danger de la restauration n'est pas immédiatement réel. Ceci n'implique pas pour le futur de la formation aucun changement possible dans les rapports de production et de propriété. Au contraire, tout en gardant les moyens de production étatisés, rien n'empêche un glissement de la structure socio-économique soviétique vers un système d'auto-gestion similaire au système yougoslave (donc un pas de plus vers la socialisation totale de la formation),

car même dans ce système:

Il n'est pas faux de soutenir que des conditions existent permettant, le cas échéant, le fonctionnement plus ou moins "normal" de rapports capitalistes ou de propriété d'Etat, dans certains secteurs d'activité et dans certaines limites. Par conséquent, nous devons savoir que des éléments de ces rapports sociaux, appartenant au passé, continueront de s'insinuer là où le travail associé et autogéré ne disposera pas des mécanismes de défense nécessaires. (Kardelj, 1976:42)

Selon l'expérience historique, cette "tendance" (les réformes pour Bettelheim) ne s'est jamais matérialisée. De plus, le concept de capitalisme d'Etat comme l'entend Bettelheim doit faire face à l'argument d'Hilferding qui, dans une de ses critiques de la théorie du capitalisme d'Etat juge que:

Quand l'Etat devient le propriétaire exclusif de tous les moyens de production, le fonctionnement d'une économie capitaliste est rendue impossible. (Hilferding, 1947:266)

Cette impossibilité est double: premièrement, dans le capitalisme d'Etat prôné par Bettelheim, elle vient du fait de l'élimination de l'autonomie des lois économiques du marché et de l'établissement d'un "capital unique" diversifié dans un regroupement d'entreprises unifiées sous une même propriété. Dans la société soviétique, (qualifiée de "socialiste" ou non) cette impossibilité s'impose par les étatisations des moyens de

production, donc des entreprises, et par la planification économique.

Un autre argument majeur qui vient s'ajouter est le fait que Bettelheim est incapable de démontrer la domination du mode de production capitaliste comme un mode spécifique, dans la formation soviétique, d'appropriation du surtravail:

The capitalist mode of production can only be said to have been reconstituted if it can be established that the extraction of surplus-labour by a capitalist class (whether in the form of a "traditional" or "state" bourgeoisie) is effected in the form of the appropriation and accumulation of surplus-value through the medium of differential access to exchange-value.
(Bellis, 1979:190)

Et ceci est réaliste, même si certains prétendent que la présence de certaines des conditions nécessaires pour cette production de plus-value existe. Les conditions peuvent toujours être en place, mais l'important est de confirmer le phénomène en tant que tel et non pas seulement que ses prérequis.

Finalement, nous sommes d'avis que l'hypothèse de Bettelheim n'est pas fondée et qu'un "capitalisme d'Etat" tel qu'il le conçoit est irréel en U.R.S.S. Selon notre démonstration, les conditions essentielles du mode de production capitaliste sont absentes, spécialement en ce qui concerne la

propriété, les capitaux multiples et le marché. Ce qui a comme conséquence que le capitalisme d'Etat dans l'optique bettelheimienne entre difficilement dans une des formes générales de capitalisme et ne peut être considéré que comme un indice très faible du développement du capitalisme dans cette formation.

CONCLUSION

Si nous reprenons l'essentiel de notre thèse, nous soutenons que les rapports sociaux et spécifiquement les "rapports de production" dans la société soviétique, ne relèvent que "partiellement" de relations résiduelles capitalistes et que la base théorique de l'analyse de Bettelheim est insuffisante pour démontrer l'existence et la domination du mode de production capitaliste dans cette formation sociale.

Notre critique s'est surtout concentrée à démontrer que sa méthode et sa base théorique ne remplissent pas leur mission. En effet, pour appuyer sa thèse de la restauration du capitalisme en U.R.S.S., Bettelheim dénature la conception marxiste du capitalisme, en octroyant aux relations politiques la place déterminante qui doit revenir aux relations socio-économiques. Au lieu d'établir directement la domination des relations capitalistes dans l'économie, il préfère s'en remettre à une relation entre l'ensemble des travailleurs et l'appareil d'Etat. Une de ses lacunes fondamentales, est son impossibilité de démontrer que :

The leap back to capitalist relations is also qualitative on the economic level, which is where capitalism is primarily defined, and not merely on the political level which Bettelheim's analysis focuses on. (Truchil, 1978:76)

Même si nous supposons que des relations sociales de production bourgeoises existaient au niveau des entreprises, ceci n'impliquerait en rien l'existence du mode de production capitaliste. Pour que ce soit le cas, ces relations de production doivent se combiner avec un "ensemble de relations sociales correspondantes". Et comme le dit lui-même Bettelheim, si ces relations bourgeoises sont subordonnées, dans les relations de production, à d'autres tendances "socialistes" - des tendances qui vont dans le sens de la planification - alors l'existence du capitalisme n'est pas si catégoriquement établi.

Si l'on confronte la réalité soviétique avec la dynamique des sociétés capitalistes, des divergences profondes apparaissent. Les sociétés en question englobent des contradictions structurales que nous avons mis en relief. A notre avis, les contradictions de la structure soviétique ne justifient pas le rattachement de cette société à la catégorie générique des sociétés capitalistes comme le voudrait Bettelheim.

Sa thèse, il la postule à partir de la définition du capitalisme en terme de qualité des relations socio-politiques, au lieu de s'appuyer et d'établir sa base à partir des rapports de production. Lorsque celui-ci veut déterminer la nature "bourgeoise" des rapports de production durant les années vingt (voir ses *Luttes de classes en U.R.S.S.* (1976), Vol. 1.)

il se réfère surtout à l'existence de la division du travail, en manuel et intellectuel et à la séparation des tâches de direction et d'exécution. Par contre il ne voit pas dans l'existence de ces divisions sociales la cause directe de la nature "bourgeoise" de tous les rapports sociaux, c'est ce que confirme Strmiska:

En ce qui concerne le système politique, ces formes de la division expliquent l'apparition du conflit entre les pratiques "bourgeoises" et "prolétaires", mais non ce que sera l'aboutissement de ce conflit. Dans l'ensemble, il lie pourtant le développement "capitaliste" de la société soviétique avec les formes indiquées de la division du travail sans les spécifier de façon précise. (Strmiska, 1976:158)

Parmi d'autres arguments qui viennent miner sa théorie, on retrouve à l'intérieur de son cadre méthodologique le fait de la possibilité de bâtir le socialisme dans un seul pays (en occurrence, l'U.R.S.S.), ce qui d'après nos explications est insoutenable vu la perspective internationale et mondiale du problème. Enfin, une confusion sans pareil de sa part au sujet de la transition et du socialisme se retrouve non pas seulement sur le plan des définitions, mais aussi du fait de son habileté à utiliser pour prouver sa thèse initiale qui est "capitaliste", des éléments et des concepts de la transition au lieu de s'en remettre aux éléments du mode de production capitaliste.

Nous devons aussi condamner son jugement radical au niveau de la détermination socio-économique d'une formation sociale. Il est inadmissible comme nous l'avons vu au chapitre II, d'étiqueter une structure socio-économique unilatéralement, i.e. que celle-ci ne peut être "que socialiste" ou "que capitaliste" sans avoir le choix d'un "tiers"; mais c'est précisément ce que fait le professeur, au lieu de scruter ces catégories et de tenter d'en extraire leur essence. Pour lui, ces catégories sont fixées à l'avance dans le temps, comme un à priori. C'est la raison pourquoi l'analyse de Bettelheim est faite pour se conformer aux catégories, au lieu d'être l'inverse. Il est juste de dire que: "Bettelheim inflates merely necessary into sufficient conditions for capitalist production, confusing surviving capitalist elements in the U.S.S.R., with a fully fledged capitalist system". (Corrigan/Ramsay/Sayer, 1981:54) Sans nier les rapports marchands, qui sont spécifiques à la structure économique soviétique dans le fonctionnement du système, Sweezy souligne l'une des conclusions importantes:

The point to be emphasized is not that all manifestations of capitalist behavior patterns have been eliminated... far from it, but that these have **ceased to dominate** the functioning of the economy and hence, indirectly, to shape the objectives and tasks of political power. (Sweezy, 1980:141-42)

Ce qui signifie que l'Etat soviétique contrôle l'économie, même si celle-ci présente un caractère "partiellement" marchand, sans toutefois établir la nature capitaliste de l'U.R.S.S.. Il ne faut pas confondre rapports marchands et rapports de production capitalistes, car les premiers peuvent exister en dehors du mode de production capitaliste.

Donc succinctement, nos arguments affirment et tout indique que l'économie soviétique ne se caractérise pas par la dominance du marché, de la production marchande, ou par l'extraction d'un surtravail ou d'une plus-value. Même si différentes catégories existent comme nous l'a rapporté Sweezy, les éléments mercantiles trouvés dans l'ossature du système (argent, prix, salaire, etc.) survivent avec des caractéristiques et des fonctions très différentes que celles retrouvées dans l'économie capitaliste.

En ce qui regarde la "bourgeoisie d'Etat", nous sommes d'avis, avec Milliband que :

Bettelheim takes for granted what has to be demonstrated or at least argued - in this case the actual existence of a "state bourgeoisie", a concept which conjures up a very definite class formation whose exact nature demands specification. (Milliband, 1975:61)

Pour Bettelheim, l'équation se résume à ceci: tout individu occupant une fonction de direction et de répartition, toute autorité en matière de gestion et de régulation de la circulation des ressources sociales est identifié de ce fait à une "nouvelle classe" comprenant exploitation, pouvoir sur les travailleurs, etc. Autrement dit ces individus forment une "bourgeoisie d'Etat" et sont les ennemis du peuple. A notre avis ceci constitue du réductionisme simpliste. Identifier comme le fait Bettelheim, un groupe de dirigeants de cette façon, sans prendre en considération comme le dit Milliband tous les aspects d'une authentique analyse de classe, est incompréhensible et inconcevable.

En somme, argumenter que l'organisation du Parti et la structure de l'appareil d'Etat se sont développées de façon à transformer les conditions de la lutte des classes au détriment du prolétariat est une chose. On doit admettre que certains développements se sont produits dans ce sens: le bureaucratisme et la rigidité hiérarchique qui empêchent une socialisation plus complète de la production qui, si elle se produisait, pourrait engendrer une transformation au niveau de l'appareil d'Etat. Ces conditions favorisent il est vrai d'une manière indirecte, la restauration du capitalisme.

Mais admettre ouvertement, que la restauration du capitalisme s'est bel et bien effectuée en U.R.S.S., en ce sens

que la structure des relations politiques et socio-économiques s'est transformée et que nous sommes maintenant en présence d'une "bourgeoisie d'Etat" et que la formation sociale est dominée par le mode de production capitaliste est autre chose. Une marge très large existe entre des conditions qui sont favorables à la restauration et la restauration en tant que processus accompli.

Avant de terminer, il est à propos d'examiner la préface "En guise de mode d'emploi" du volume III, tome 1 des **Luttes de classes en U.R.S.S.** (1982), pour déterminer si l'orientation théorique initiale de Bettelheim dans ses deux premiers volumes, se continue dans le même sens.

De ce qu'on peut en juger, Bettelheim dans cette préface, semble donner beaucoup d'importance et de poids au parti. Une conclusion à laquelle il fait allusion et qu'il avoue ne pas avoir atteint dans ses deux premiers volumes avance que: l'insurrection d'Octobre, selon lui, qui "est entrée dans l'histoire sous le drapeau d'une révolution socialiste" est en réalité une "révolution capitaliste". Cette conclusion il la défend en prétendant que sa vision de l'évolution historique de l'Union Soviétique n'était pour se faire que graduellement, par "glissements" et par "ruptures", pour aboutir à ce "capitalisme d'Etat", mais qu'en réalité, cette "révolution capitaliste" comme il l'appelle est l'oeuvre d'une "fraction radicalisée de

l'intelligentsia" qui s'autorise à représenter le prolétariat. On constate immédiatement que ceci vise en fin de compte le parti bolchévique et ses membres.

C'est en ce sens que plus loin, et ceci est le point essentiel, il affirme que la révolution d'Octobre et la contre-révolution stalinienne:

Ont fait surgir des formes
politiques spécifiques de
domination. Après Octobre, le pouvoir réel
est de plus en plus exercé par la direction
du parti et par son appareil... Ainsi un
parti de "type nouveau" prend véritablement
corps au cours des années 1930. (Bettelheim,
1982:15)

La question qui se pose maintenant est de savoir comment interpréter cette importance du parti et de son appareil? Affirmer qu'un parti de "type nouveau" prend forme, se rapproche étrangement de ce que Bettelheim affirmait dans sa préface de son premier volume en parlant de l'Etat capitaliste: "... why the Soviet Union has become what it is today - a capitalist state of a "particular type". (Bettelheim, 1976:46) Nous sommes d'avis que ce rapprochement entre un Etat capitaliste d'un "type particulier" et d'un parti de "type nouveau" n'est pas une coïncidence, mais plutôt un indice pour nous laisser entrevoir que la position de Bettelheim a maintenant déviée de ce qu'elle était auparavant. Notre

hypothèse est celle-ci: Bettelheim, qui de sa position antérieure, prêchait un "capitalisme d'Etat" d'un type particulier, va maintenant prôner un "capitalisme d'Etat de parti"; la raison étant que ce "type particulier" de capitalisme d'Etat, Bettelheim l'a effectivement trouvé en ce parti de "type nouveau", et que c'est à partir du parti que celui-ci fait découler ses "formes politiques" spécifiques de domination. Plus encore, le professeur Bettelheim se doit de nier toute révolution socialiste en U.R.S.S..

C'est notre conviction qu'à travers cette critique, les arguments majeurs du "capitalisme d'Etat" de Bettelheim ont été réfuté et que sa thèse, prônant la restauration du capitalisme en U.R.S.S. se trouve infirmée dans sa totalité.

BIBLIOGRAPHIE

ANDREFF, W.

1978

"Capitalisme d'Etat ou monopolisme d'Etat en U.R.S.S."
dans ECONOMIE POLITIQUE DE LA PLANIFICATION EN SYSTEME
SOCIALISTE, Paris, Economica, Série sciences
économiques/Etudes internationales: 243-286.

BELLIS, P.

1979

MARXISM AND THE U.S.S.R., New Jersey, Humanities
Press.

BETTELHEIM, C.

1968

LA TRANSITION VERS L'ECONOMIE SOCIALISTE, Paris,
Maspéro.

BETTELHEIM, C.

1971

CALCUL ECONOMIQUE ET FORMES DE PROPRIETE, Paris,
Maspéro.

BETTELHEIM C. / SWEEZY P.

1972

LETTRES SUR QUELQUES PROBLEMES ACTUELS DU SOCIALISME,
Paris, Maspéro.

BETTELHEIM, C.

1976

CLASS STRUGGLES IN THE U.S.S.R. FIRST PERIOD:
1917-1923, New York and London, Monthly Review Press.

BETTELHEIM, C. / CHAVANCE, B.

1979

"Le stalinisme en tant qu'idéologie du capitalisme
d'Etat", LES TEMPS MODERNES, #394, Mai: 1731-1767.

BETTELHEIM, C.

1982

LES LUTTES DE CLASSES EN U.R.S.S. TROISIEME PERIODE:
1930-1941, Vol.III, t.1., Paris, Maspéro/Seuil.

BAJT, A.

1980

"La propriété sociale en tant que propriété de tous et de chacun", REVUE D'ETUDE COMPARATIVE EST-OUEST, Vol.XI, #4: 51-71

BOUKHARINE, N.

1977

LA THEORIE DU MATERIALISME HISTORIQUE, Paris, Anthropos.

BRUS, W.

1968

PROBLEMES GENERAUX DU FONCTIONNEMENT DE L'ECONOMIE SOCIALISTE, Paris, Maspéro.

BRUS, W.

1973

THE ECONOMICS AND POLITICS OF SOCIALISM, London and Boston, Routledge and Kegan.

CARLO, A.

1974

"The Socio-Economic Nature of the U.S.S.R.", TELOS, #21, Fall: 2-86.

CHAVANCE, B.

1977

"On the Relations of Production in the U.S.S.R.", MONTHLY REVIEW, Vol. XXIX, #1, May: 1-13.

CORRIGAN, P. / RAMSAY, H. / SAYER, D.

1981

"Bolshevism and the U.S.S.R.", NEW LEFT REVIEW, #125, Jan./ Feb.: 45-60.

CUTLER, A.

1971-73

"Letters on Historical Materialism", THEORETICAL PRACTICE, Vol.VII-VIII: 51-85.

DALLEMAGNE, J.L.

1975

CONSTRUCTION DU SOCIALISME ET REVOLUTION, Paris,
Maspéro.

DAY, R.B.

1975

"Preobrazhensky and the Theory of the Transition
Period", SOVIET STUDIES, Vol.XXVII, #2, April:
196-219.

DESBANNE DE BERNIS, G.

1968

"Socialisme - La théorie économique", dans
ENCYCLOPEDIE UNIVERSALIS, Vol.XV, Paris, Universalis
Editeur:20-23.

DJURDJEVAC, V.

1978

"Essai sur la propriété étatique et la propriété
sociale", dans ECONOMIE POLITIQUE DE LA PLANIFICATION
SOCIALE, Paris, Economica, Série sciences
économiques/Etudes internationales: 287-300.

ENGELS, F.

1963

ANTI-DUHRING, Paris, Editions Sociales.

GERMAIN, E.

1965

"Les réformes Liberman-Trapeznikov de la gestion des
entreprises soviétiques", QUATRIEME INTERNATIONALE,
#24, mars: 176-187.

GODELIER, M.

1978

"La part "idéelle" du réel et le problème des
fondements non-économiques", l'ARC, #72, 2ieme
trimestre: 49-56.

HARNECKER, M.

1974

LES CONCEPTS ELEMENTAIRES DU MATERIALISME HISTORIQUE,
Bruxelles, Contradictions.

HILFERDING, R.

1947

"State Capitalism or Totalitarian State Economy",
MODERN REVIEW, Vol.I, #4, June:267-268.

HINDESS, B.

1976

"Introduction", dans ECONOMIC CALCULATION AND FORMS OF
PROPERTY, London, Routledge and Kegan: 1-27.

KARDELJ, E.

1976

LES CONTRADICTIONS DE LA PROPRIETE SOCIALE DANS LE
SYSTEME SOCIALISTE, Paris, Anthropos.

KOLACEK, F.

1971

"Diverses conceptions de la propriété socialiste",
RECHERCHES INTERNATIONALES A LA LUMIERE DU MARXISME,
#67: 27-45.

LAIBMAN, D.

1978

"The "State Capitalist" and
"Bureaucratic-Exploitative" Interpretations of the
Soviet Social Formation: A Critique", REVIEW OF
RADICAL POLITICAL ECONOMICS, Vol.X, #4, Winter: 24-34.

LENINE, V.I.

1971

"L'Etat et la révolution", dans OEUVRES, t.XXV,
Paris/Moscou, Editions du Progrès/Editions Sociales:
413-531.

LENINE, V.I.

1977

"Les syndicats, la situation actuelle et les erreurs
de Trotski", dans OEUVRES, t.XXXII, Paris/Moscou,
Editions du Progrès/Editions Sociales.

MANDEL, E.

1968

"Capitalisme", dans ENCYCLOPEDIE UNIVERSALIS, Vol.III,
Paris, Universalis Editeur: 910-916.

MANDEL, E.

1972

"The Soviet Economy Today; Toward Capitalism or
Socialism?", INTERNATIONAL SOCIALIST REVIEW, June:
6-19.

MANDEL, E.

1973A

"The Inconsistencies of State Capitalism", dans
READINGS ON STATE CAPITALISM, London, I.M.G.
Publications: 7-26.

MANDEL, E.

1973B

"The Mystifications of State Capitalism", dans
READINGS ON STATE CAPITALISM, London, I.M.G.
Publications: 33-40.

MANDEL, E.

1974

"Ten Thesis on the Social and Economic Laws Governing
the Society Transitional between Capitalism and
Socialism", CRITIQUE, #3: 5-21.

MANDEL, E.

1978

"On the Nature of the Soviet State", NEW LEFT REVIEW,
#108, March/April: 23-45.

MANDEL, E.

1979

"Why the Soviet Bureaucracy is not a New Ruling
Class", MONTHLY REVIEW, #31, July/August: 63-86.

MANDEL, E.

1983

INTRODUCTION AU MARXISME, Paris, P.E.C. Labrèche.

MARX, K.
1976A

LE CAPITAL, t.I, Paris, Editions Sociales.

MARX, K.
1976B

LE CAPITAL, t.III, Paris, Editions Sociales.

MARX, K.
1977

CONTRIBUTION A LA CRITIQUE DE L'ECONOMIE POLITIQUE,
Paris, Editions Sociales.

MARX, K. / ENGELS, F.
1978A

"Salaire, prix et profit", dans OEUVRES CHOISIES,
Moscou, Editions du Progrès: 188-234.

MARX, K. / ENGELS, F.
1978B

"Critique du programme de Gotha", dans OEUVRES
CHOISIES, Moscou, Editions du Progrès: 323-343.

MARX, K. / ENGELS, F.
1978C

"Travail salarié et capital", dans OEUVRES CHOISIES,
Moscou, Editions du Progrès: 60-92.

MILLIBAND, R.
1975

"Bettelheim and Soviet Experience", NEW LEFT REVIEW,
#91, May/June: 57-66.

MORRIS, J. / LEWIN, H.
1976

"More on the Nature of Soviet Society", MONTHLY
REVIEW, Vol.XXVII, #10, March: 1-24.

NAVILLE, P.

1967

LE NOUVEAU LEVIATHAN II - LE SALAIRE SOCIALISTE,
Vol.I, Paris, Anthropos.

NUTI, D.M.

1979

"The Contradictions of Socialist Economies: A Marxist
Interpretation", SOCIALIST REGISTER: 228-273.

PARAMIO, L.

1975

"Sur la nature de l'Etat soviétique", LES TEMPS
MODERNES, #349-350, Août/Sept.: 184-201.

SCHAFF, A.

1982

"Les pays socialistes sont-ils socialistes?", HOMME ET
LA SOCIETE, #65-66, juillet/décembre: 3-19.

SILVER, G. / TARPINIAN, G.

1981

"Marxism and Socialism: A Response to Paul Sweezy and
Ernest Mandel", REVIEW OF RADICAL POLITICAL ECONOMICS,
Vol.XIII, #1: 11-21.

STRMISKA, Z.

1976

"Programme socialiste et rapports sociaux en U.R.S.S.
et dans les pays socialistes", REVUE D'ETUDE
COMPARATIVE EST-OUEST, Vol.VII, #3: 107-233.

SWEEZY, P.

1975

"The Nature of Soviet Society (II)", MONTHLY REVIEW,
Vol.XXVI, #8, Jan.: 1-15.

SWEEZY, P.

1977

"On the Relations of Production in the U.S.S.R."
(Reply to B. Chavance), MONTHLY REVIEW, Vol.XXIX, #1,
May: 13-19.

SWEEZY, P.
1980

POST-REVOLUTIONARY SOCIETY, New York and London,
Monthly Review Press.

TARTARIN, R.
1979

"Le mode de production de l'économie soviétique",
ECONOMIES ET SOCIETES, t.XIII, #7-10, juillet/octobre:
1611-1641.

TICKTIN, H.
1973

"Towards a Political Economy of the U.S.S.R.",
CRITIQUE, #1: 20-41.

TICKTIN, H.
1976

"The Contradictions of Soviet Society and Professor
Bettelheim", CRITIQUE, #6: 17-44.

TICKTIN, H.
1978

"The Class Structure of the U.S.S.R. and the Elite",
CRITIQUE, #9: 37-61.

TRUCHIL, B.
1978

"Charles Bettelheim and the Bolshevik Revolution: A
Review Essay", REVIEW OF RADICAL POLITICAL ECONOMY,
Vol.X, #1, Spring: 73-77.